Un dossier

La décolonisation du pétrole

Un éditorial sur la sécurité européenne

Manuel Azcarate Vers la fin du franquisme

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 14 (33)

6me année - Avril 1975 - 50 F

Sommaire

Editorial

L'opinion publique
face à la sécurité européenne p. 1

Manuel Azcarate
Vers la fin du franquisme p. 4

Un dossier du G.E.M.
La décolonisation du pétrole p. 12

Michel Godard
Urbanisme et politique p. 43

Revues p. 47

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jean-Paul Vankeerberghen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

L'opinion publique face à la sécurité européenne

En juin 1972, la première Assemblée des représentants de l'opinion publique pour la sécurité et la coopération européennes avait été en quelque sorte le prélude des négociations qui furent engagées depuis, à Helsinki d'abord, à Genève encore maintenant, entre trente-cinq pays (ceux d'Europe moins l'Albanie, les Etats-Unis et le Canada).

De l'avis général, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pourrait teminer ses travaux à Genève assez rapidement. Même si quelques difficultés subsistent, des progrès décisifs ont été enregistrés et l'annonce d'accords sur des points particuliers survient périodiquement.

Où ira l'Europe après Genève ? La détente en soi est un but insuffisant : elle doit ouvrir la voie à la construction de relations internationales d'un type nouveau. Comment y arriver ? C'est ce que se propose d'indiquer la deuxième Assemblée des représentants de l'opinion publique, qui se tiendra à Bruxelles et à Liège du 26 au 29 avril.

Les participants y réaffirmeront bien sûr la nécessité de terminer rapidement la conférence de Genève. Mais leurs travaux éclaireront aussi les perspectives que l'aboutissement de cette conférence ne manquera pas d'ouvrir.

Le document préparatoire élaboré par le secrétariat du Comité international du Mouvement pour la sécurité et la coopération européennes attire l'attention sur l'état présent des problèmes qui seront mis en discussion à l'assemblée. Il propose aussi une série de voies menant à de nouveaux rapports en Europe.

« Il y a trois ans, rappelle le document préparatoire, l'Assemblée des Représentants de l'Opinion publique réunie à Bruxelles a exprimé la volonté des peuples européens de renforcer la paix et la sécurité, d'organiser entre eux une coopération dans tous les domaines. Durant la période qui s'est écoulée depuis lors, nous avons assisté à une accélération du rythme des changements. De nombreux événements, parfois dramatiques, se sont produits : essor de

MANUEL AZCARATE (*)

Vers la fin du franquisme

1. — Vient de se produire, lorsque je commence à écrire ces pages, la *deuxième crise* du gouvernement Arias Navarro. C'est une crise singulière, différente de toutes les précédentes. Tout au long de la dictature de Franco, tous les changements de gouvernement ont été provoqués par une décision d'en haut, de Franco, substituant tel ou tel autre ministre à un autre. C'est ce qui est arrivé en octobre 1974, lorsque le ministre de l'Information, Pio Cabanillas, fut congédié à cause d'une attitude trop libérale à l'égard de la presse; même si, *après*, le ministre des Finances, Barrera, et des nombreux hauts fonctionnaires *se sont démis* en solidarité avec Cabanillas.

Mais la crise qui vient d'avoir lieu a été provoquée par *la démission* d'un ministre, celui du Travail, qui était de plus vice-président du gouvernement. Il s'agit de M. Licinio de la Fuente, phalangiste depuis toujours, mais qui a présenté sa démission à propos d'un projet de loi tendant à légaliser le droit de grève, c'est-à-dire qu'il a cherché à « tomber à gauche ».

Un fait insolite s'est produit ensuite. Le 26 février, à la T.V., Arias Navarro dit que la démission du ministre du Travail est un cas purement personnel : il s'agit d'un homme fatigué qui avait déjà demandé à se retirer en été 1974...

A cela font suite sept jours de désorientation et de spéculations. Et le 5 mars on voit qu'il ne s'agit pas d'un « cas personnel », mais qu'ils sont cinq ministres à sortir du gouvernement.

Ces faits nouveaux qui ont caractérisé la récente crise du gouvernement Arias sont intéressants (même dans les détails) car ils montrent le degré d'incohérance, la désintégration qui règnent dans les hautes sphères du pouvoir.

(*) Membre du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Espagne.

D'un côté, Franco est encore au « Pardo », avec le clan de sa famille, ce qui permet aux éléments les plus « ultra » de faire peser une certaine hypothèque sur une partie des décisions de l'Etat. En même temps, Franco est en quelque sorte un « mort en sursis ». facteur qui déchaîne encore plus les luttes entre les groupes influents du cercle gouvernemental.

Pourquoi le troisième gouvernement Arias a-t-il mis tellement de temps à se former ? Une des causes a sans doute été indiquée par le journal « Ya » qui écrivait le 2 mars : « On constate une attitude généralisée de désengagement, par peur, par précaution ou simplement par égoïsme, car de nombreux leaders considèrent qu'ils ne peuvent pas sacrifier leurs possibilités futures au moment où une étape historique est en train de prendre fin »...

En effet, le nouveau gouvernement est encore plus faible, plus gris, que le précédent; il reflète un isolement encore plus grand du régime par rapport à la société. Mise à part l'élimination des éléments « ultra », comme MM. Ruiz Jarabo et Utrera (ce qui montre la faiblesse de ce secteur), les nouveaux ministres sont des fonctionnaires promus à une catégorie supérieure. C'est donc un gouvernement condamné à l'impuissance et à l'immobilisme.

2. — Mais le fond de la crise ministérielle se trouve dans l'échec de l'opération dite « d'ouverture » lancée par Arias Navarro lors de son discours du 12 février 1974.

Il faut reconnaître qu'il ne s'agissait pas d'un simple jeu démagogique. En réalité, ce que Arias a essayé tout au long de 1974, c'est une opération politique qui avait une double trajectoire : d'une part, réformer certains aspects du régime pour regrouper autour de lui les forces du capitalisme espagnol, et pour le rendre « acceptable » par l'Europe; d'autre part, diviser l'opposition, reprendre l'illusion d'une « démocratisation » fondée dans la continuité Franco-Juan Carlos, et isoler ainsi la classe ouvrière, et plus concrètement le Parti communiste et les autres forces plus radicalement démocratiques.

C'est vrai que « l'opération Arias » est entrée en collision avec le plafond « ultra » déterminé par la survivance de Franco en tant que chef de l'Etat. D'où des échanges, dans des cercles officiels militaires et civils, prévoyant une déclaration d' « empeachment » à l'égard de Franco qui l'écarterait de son poste, et qui le placerait à la retraite dans son domaine du Pozo de Meirás.

Mais la cause réelle de l'échec de Arias n'est pas venue d'en haut. Elle est venue d'en bas.

Sur la scène politique, et même idéologique, le « réformisme » de Arias s'est trouvé hors jeu, et même balayé, par l'impressionnante et rapide polarisation qui s'est produite ces derniers temps, dans l'ensemble de la société espagnole, autour d'un objectif prioritaire : la nécessité d'un changement démocratique.

Ainsi, les réformes de Arias, qui avaient eu un indubitable impact politique lorsqu'elles avaient été annoncées, ont été reçues ensuite, même par ceux qui les attendaient avec une certaine illusion, de manière désabusée, dépitée, et même avec des protestations et de l'indignation.

La « loi d'associations » qui allait permettre les activités de di-

verses « familles politiques » (« sauf les communistes et les séparatistes », Arias « dixit »), est, de fait, mort-née. Elle est en train de servir uniquement à légaliser encore davantage les groupes phalangistes qui avaient déjà le monopole total de l'information politique.

Est très symptomatique, dans ce domaine, l'échec de l'opération « centriste » effectuée il y a quelques semaines par l'actuel ambassadeur à Londres, Fraga Iribarne; celui-ci a essayé d'orienter la formation d'un regroupement politique vers les couches du capitalisme et de la technocratie. Eh bien, pour obtenir l'appui ou la collaboration de quelques-uns de ces secteurs, il a dû inclure dans son « ébauche de programme » un point comme le suffrage universel, qui déborde le « réformisme » de Arias. Résultat : Fraga retourne à Londres en disant, lorsqu'il prend l'avion à Barajas, que « la balle se trouve dans l'autre camp ». Même Fraga ne joue pas les « Associations »...

Il faut attirer l'attention sur une des conséquences de la plus haute importance dans l'échec de « l'ouverture » ou du « réformisme » de Arias. En réalité, la politique de Arias plaçait au centre de la politique espagnole la question suivante : est-il possible ou non de sortir du fascisme et d'avancer vers la démocratie moyennant des « réformes », dans le cadre de la continuité du régime, et surtout avec Juan Carlos devenu roi ?

Toute la politique du Parti communiste s'est fondée, et non pas maintenant, mais depuis toujours, sur un NON radical, tranchant, à cette question. Mais Arias avait obtenu, surtout dans la première moitié de 1974, un regain d'espoir, dans des cercles non négligeables, pour dire oui, et que c'était possible. Ces illusions provoquaient consciemment, et même inconsciemment dans des secteurs peu politisés, une sorte « d'attentisme » : attendre la mort de Franco pour que les choses changent.

L'échec de l'opération Arias reflète, surtout, que ces illusions « réformistes » ont été et sont en train d'être balayées; que la tendance à « attendre la mort de Franco » est en train d'être dépassée.

Aujourd'hui, la société espagnole, au sens le plus large, prend conscience du fait qu'il faut un changement démocratique; et que pour cela, ne suffisent par les « retouches » du style Arias; et qu'il ne faut pas attendre, mais agir.

3. — Nous venons d'écrire « société espagnole au sens le plus large ». N'est-elle pas exagérée, cette expression si ambitieuse ?

Peut-être le phénomène politique le plus « explosif », le plus visible (ce qui ne veut pas dire que ce soit le plus décisif et important) sur la scène espagnole, ce serait l'évolution vers la démocratie des secteurs capitalistes, technocratiques, de doite, qui *il y a quelqes mois* à peine jouaient à fond le jeu du gouvernement. Bien plus, ils étaient même, dans de nombreux cas, des hauts fonctionnaires du gouvernement; quelques-uns se sont démis en novembre passé par solidarité avec Pio Cabanillas et Barrera.

Ces personnalités ou groupes se situent déjà *en dehors du régime*, même s'ils se servent de telle ou telle autre couverture légale pour faciliter leur activité politique. Leurs positions débordent le « réformisme », brisent avec le continuisme, se placent de fait dans des attitudes favorables à la *rupture démocratique*.

Prenons, par exemple, la récente conférence, faite à Madrid, au club « Siglo XXI », devant des généraux, des ex-ministres, des hauts fonctionnaires, et aussi des personnalités de l'opposition démocratique par M. Francisco Fernandez Ordoñez, ancien sous-secrétaire aux Finances, et président de l'Institut national de l'industrie jusqu'en novembre dernier. Il a défini un programme réellement démocratique, il a donné des arguments montrant que la démocratie n'est pas accessible dans le cadre de l'actuelle légalité, mais qu'il faut ouvrir une période constituante.

L'ancien sous-secrétaire, M. Oreja, dans un discours à Bilbao; l'ancien directeur général La Cierva dans une conférence à Majorque (avec des nuances différentes, et le dernier insistant très fort sur l'impossibilité de nier un rôle au Parti communiste dans la vie espagnole) ont pris des positions qui vont dans le même sens.

Comme on sait, en juillet de l'année dernière, a été rendue publique la création de la JUNTE DEMOCRATIQUE D'ESPAGNE, où sont présents, avec des partis et groupes ouvriers et démocratiques, des secteurs du capitalisme plus dynamiques qui, depuis un certain temps, ont compris la nécessité d'un accord avec les forces de gauche pour sortir du fascisme et établir en Espagne un régime démocratique.

Le phénomène que nous sommes en train de vivre consiste en ce que des secteurs capitalistes et technocratiques qui, au moment de la constitution de la JUNTA étaient *au gouvernement,* aujourd'hui, non seulement en sont sortis, mais affirment des positions démocratiques essentiellement convergentes avec celles du programme de la JUNTA.

Ce fait permet de dire aujourd'hui, sans exagération, que nous assistons à une polarisation de l'ensemble de la société espagnole autour de la nécessité de la démocratie.

Il n'y a pas si longtemps, lorsque nous, communistes, disions qu'en Espagne la seule alternative est ou bien « le bunker » ou bien la « rupture démocratique », nous nous trouvions presque seuls. Maintenant c'est une conviction de la plus grande partie de la population. Et ceux-là mêmes qui sortent du « bunker » reconnaissent que là est bien l'option réelle pour l'Espagne d'aujourd'hui et de demain.

4. — Peut-être faut-il chercher un des indices les plus clairs de cette accélération de la décomposition du régime franquiste dans ce qui est arrivé, ces derniers mois, au sein de l'appareil d'Etat.

Pour mesurer l'importance de ce phénomène, rappelons un trait qui distingue le processus espagnol de ceux qui ont eu lieu en Grèce et au Portugal. Le « détonateur » du processus de destruction du fascisme dans ces deux pays c'est pour ainsi dire un fait *externe* (ce qui ne diminue en rien la valeur décisive de la lutte des masses) : la guerre coloniale et ses répercussions parmi les officiers, dans le cas du Portugal; le coup fasciste avorté à Chypre, dans le cas de la Grèce.

Nous ne pouvons pas compter, et nous ne comptons pas sur un « détonateur » externe. Et c'est peut-être pour ça que la chute du fascisme en Espagne apparaîtra comme un processus plus lent, sans la surprise et la soudaineté qui ont marqué les victoires populaires du Portugal et de la Grèce.

Dans les conditions qui nous sont propres, la disparition de la dictature doit se produire (et elle est déjà en train de se produire) à travers un *double* processus de renforcement et de l'élargissement des forces de la démocratie, et de vide du pouvoir fasciste, de décomposition de son appareil d'Etat et militaire, de basculement de cet appareil vers la cause démocratique.

En ce sens il y a eu en Espagne un fait qui n'a peut-être pas de précédent : l'envoi au gouvernement d'un document signé par plus de 500 hauts fonctionnaires où l'on dit que l'Espagne « doit tendre vers un Etat démocratique, dans lequel l'autorité publique vienne du peuple, moyennant l'apport de tous les citoyens, librement groupés suivant leurs opinions des affaires publiques et sans aucune exclusion ». Les cadres de l'Administration signataires du document, « rendant publique leur volonté d'incorporation à ce futur démocratique et leur désir de la voir bientôt aboutir », établissent une série de principes pour la nécessaire réforme de l'Etat.

En résumé, ce sont les suivants : 1) Contrôle de l'Administration publique de l'Exécutif par les représentants du peuple espagnol — 2) Droit à la libre syndicalisation des fonctionnaires publics — 3) Disparition de l'immunité du pouvoir exécutif et pleine indépendance du pouvoir judiciaire — 4) Garantir l'indépendance et la neutralité de la fonction publique, sans que cela n'enlève rien aux droits politiques des fonctionnaires en tant que citoyens — 5) Système juste de rétribution, et règlementation des incompatibilités pour éliminer le risque de soumettre l'administration à des groupes de pression ou à des intérêts particuliers.

La publication de ce document par la presse a fait l'effet d'une véritable bombe politique. Le gouvernement a essayé de réagir de façon répressive. Deux fonctionnaires ont reçu des sanctions, on a commencé à procéder à des interrogatoires. La conséquence, c'est que, très rapidement, le nombre de signataires du document s'est accru (aujourd'hui, plus de 1.500) et que l'Association nationale de la fonction publique (organisme élitaire, corporatiste, et chargé plutôt d'études, car les fonctionnaires n'ont pas le droit de s'organiser) a dû prendre part à l'affaire en appuyant les signataires et en annonçant qu'elle prendra en main la défense de n'importe quel fonctionnaire qui pourrait être sanctionné par le gouvernement.

Il est très significatif que, parmi les 500 signataires, on trouve surtout des hauts fonctionnaires, ceux qui ont la plus grande qualification technique et scientifique : architectes, économistes de l'Etat, diplomates, techniciens issus des écoles commerciales, inspecteurs des finances, statisticiens et informaticiens, ingénieurs de ponts et chaussées, des mines, agronomes, inspecteurs du travail, de l'enseignement, techniciens de l'information et du tourisme, des archives et bibliothèques, inspecteurs des transports et des travaux publics, etc., etc.

Tout semble indiquer que le gouvernement a dû faire machine arrière; et rendre ainsi claire son impuissance.

Pendant longtemps, nous communistes, nous avons dû faire face aux sceptiques, à ceux qui nous prenaient pour des rêveurs, quand nous affirmions que l'armée n'était pas insensible aux profonds bouleversements de la société espagnole. Il y a quelques semaines, l'arrestation à Barcelone du commandant Busquets et du

capitaine Julve a dévoilé au public qu'il se passe des choses dans l'armée. Plus tard un document signé par 25 chefs et officiers (certains parmi eux, des hauts gradés) ont pris une position claire en disant que « l'armée n'est pas une force pour le maintien de l'ordre public, mais une force pour la défense du peuple », demandant une séparation entre les fonctions militaires et les activités policières, et plaidant pour « des changements nécessaires dans la façon de diriger l'Etat ». Il est très significatif que le gouvernement manifeste une peur évidente à rendre publique l'existence de tels phénomènes au sein de l'armée. En fait, il se sent menacé par l'influence croissante des tendances favorables au changement démocratique, qui ne veulent pas s'opposer au profond courant historique qui porte la société espagnole vers la liberté.

Nous pourrions parler encore d'autres secteurs de l'appareil d'Etat où l'impact de l'attente de la démocratie se manifeste et s'articule encore de façon plus importante. Nous croyons que les faits, dont nous venons de parler, nous permettent de comprendre comment aujourd'hui non seulement il y a un abîme entre le régime franquiste et la société espagnole, mais qu'à l'intérieur même de l'Etat sont en train de s'opérer des transformations profondes; ses secteurs les plus fascistes, irréductibles, répressifs, se trouvent isolés, affaiblis, démoralisés; par contre dans les secteurs les plus valables, socialement et techniquement, il y a un processus positif de rapprochement de la société, d'incorporation à la marée démocratique.

L'importance de tout ceci pour l'actuelle phase de lutte contre le franquisme, est claire. Elle l'est aussi pour les étapes futures de l'avenir espagnol.

5. — Nous avons vu jusqu'ici quelques traits du processus de décomposition de la dictature franquiste dans les « hautes » sphères de la société.

Mais les faits décisifs, ceux qui déterminent la réalité politique espagnole dans son ensemble, ce sont les luttes ouvrières et populaires qui atteignent une ampleur et une force sans précédent.

Ce que le Parti communiste a toujours dit se trouve ainsi confirmé, le facteur décisif du changement, du passage du fascisme à la démocratie, est, et doit être, la lutte des masses. Précisément parce que ce changement (comme nous l'avons vu plus haut) ne peut pas être une « évolution », quelques « réformes » du système. Il doit être une rupture démocratique, *une révolution politique.*

Pour atteindre pareil objectif, quel est le mouvement de masses dont on a besoin ? C'est ce que nous, communistes espagnols, nous appelons *la grève nationale,* et que nous avons défini dans la dernière déclaration du Plenum du Comité exécutif de notre parti comme suit : « Cela veut dire paralyser la vie du pays grâce à l'action concertée de toutes les couches sociales. C'est la grève générale de la classe ouvrière; mais non pas isolée, ni pour prendre le pouvoir, mais accompagnée de l'action massive des paysans, de l'arrêt du travail dans les universités et dans les centres d'étude, dans les transports, de la fermeture des magasins. A cette grève nationale viendraient se joindre les Ministères, les Eglises... »

Ce qui est *nouveau* dans le moment actuel, dans les derniers mois de 1974 et les premiers mois de 1975, c'est qu'il y a eu un

saut qualitatif dans la lutte des masses, et un saut précisément dans la progression vers la grève nationale.

Ceci se reflète, d'abord, dans la force exprimée par la classe ouvrière. La presse du monde entier a parlé des grèves de la SEAT, Pampelune, Pays Basque, Asturies, Vigo, Madrid, Séville, etc., etc. Avec les questions revendicatives, que la crise économique a chauffées à blanc, la lutte ouvrière place aussi les questions politiques centrales de toute la société (libertés démocratiques, amnistie, etc.). Les Commissions ouvrières ont affermi leur coordination organique, elles ont accéléré le démantèlement des syndicats fascistes, s'appuient sur les assemblées des travailleurs qui discutent et décident de leurs luttes eux-mêmes. Cet exemple d'organisation démocratique est en train de se transmettre à d'autres secteurs sociaux.

Le rôle central de la classe ouvrière s'affirme de plus en plus clairement, dans les faits. Même les forces bourgeoises le reconnaissent; la presse officielle le reflète. Un exemple impressionnant a été la bataille politique à propos de la révision du procès 1001. En parallèle avec la solidarité internationale, s'est produit un authentique mouvement national d'appui aux dirigeants ouvriers; même des gens connus pour leur anticommunisme y ont participé. Des choses pareilles n'arrivent qu'à la veille de grands changements.

Mais le progrès vers la grève nationale s'exprime, surtout, dans *la tendance à l'extension* des luttes à de nouveaux secteurs. Pas seulement les universités, mais l'ensemble du système d'enseignement forment aujourd'hui un front de lutte contre le régime. Les médecins des hôpitaux (MIR) font des grèves, remarquablement organisées, dans toute l'Espagne. Pour la première fois dans l'histoire des luttes sociales, il y a eu une *grève d'acteurs* (qui s'est étendue à la télévision); en même temps que des revendications professionnelles, le problème de la démocratie, du droit des acteurs à élire leurs représentants était au centre de la grève.

Dans l'ensemble des forces de la culture, avec l'apport des nouvelles générations, un grand pas en avant a été accompli sur le terrain de la lutte démocratique, avec une influence importante du Parti communiste. Des aspects, hier négatifs, sont en train d'être dépassés. Par exemple les étudiants (profitant d'une manœuvre du gouvernement) ont élu leurs délégués dans de nombreuses facultés; une réunion des représentants élus des universités de toute l'Espagne vient de se tenir et un organisme permanent a été constitué.

Sans oublier les questions propres à chaque secteur (comme l'autogestion dans l'enseignement, etc.) ce qui est caractéristique aujourd'hui dans la lutte des secteurs professionnels, intellectuels, artistiques, c'est qu'elle a comme axe l'objectif de la démocratie. Ceci rend les luttes plus puissantes, les relie à d'autres couches de la société, contribue au dynamisme de la poussée convergeante vers la grève nationale.

Des progrès spectaculaires se sont produits dans la classe moyenne traditionnelle, dont l'apport à la grève nationale doit être grand.

Dans le monde paysan, nous assistons à des changements significatifs, et pas seulement pour aujourd'hui. La vieille politique du « caciquisme » et de la « clientèle » est en train de se briser. Les intellectuels ruraux (enseignants, techniciens, etc.) sont porteurs

souvent d'idées démocratiques et d'une nouvelle façon de « faire de la politique ».

Pour ce qui est des classes moyennes urbaines, l'expérience montre qu'il est important, sans doute, pour les incorporer à l'action, de faire ressortir l'intérêt économique commun contre les grands monopoles; mais on peut dépasser ce niveau de dialogue purement revendicatif. Le conformisme traditionnel se trouve fort fissuré par des facteurs idéologiques et sociaux : les changements dans l'Eglise (particulièrement radicaux en Espagne), l'émigration, les fils étudiants, un niveau culturel supérieur, en matière économique et dans d'autres matières.

Le 20 décembre à Madrid, le « boycott » des marchés, avec la collaboration active des commerçants (chose très difficile à obtenir) a mis en valeur le fait que la majorité silencieuse entre dans le courant qui avance vers la grève nationale. *Nous avons déjà commencé la phase de préparation concrète* de cette grève.

6. — Il est évident que, d'un point de vue politique, la grève nationale doit être l'œuvre commune de toutes les forces opposées à la dictature.

Au moment de sa constitution, la JUNTE DEMOCRATIQUE D'ESPAGNE s'était déjà prononcée pour la préparation d'une grande action démocratique d'ampleur nationale. Il s'agit maintenant d'aller vers sa réalisation pratique.

En essayant de résumer certains aspects signalés plus haut, nous pouvons dire que la réalisation de la grève nationale, dans les conditions présentes (et dans celles qui s'annoncent pour un futur immédiat) peut faire basculer une partie de l'appareil d'Etat et militaire du côté de la volonté nationale (neutralisant peut-être d'autres secteurs de cet appareil); et peut permettre que le pouvoir — sans ou avec un minimum de violences — passe dans les mains d'un gouvernement provisoire basé sur l'unité de toutes les forces, de gauche et de droite, qui acceptent le jeu démocratique.

La Junte démocratique est déjà la cristallisation d'une pareille alternative; le noyau catalyseur des forces prêtes à diriger ensemble le pays dans l'étape qui doit conduire à des élections constituantes. Ceci ne signifie pas que le processus unitaire soit déjà terminé. De nouvelles forces s'approchent et viendront sans doute se joindre à ce processus; des attitudes plus réticentes comme celle du P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) seront plus que probablement dépassées par la pratique des faits.

La JUNTE DEMOCRATIQUE représente l'affirmation concrète, non pas seulement de la volonté en vue du pouvoir, mais aussi de la capacité de la démocratie espagnole de créer le nouveau pouvoir capable de se substituer à une dictature démantelée. Elle a introduit dans la vie espagnole un cheminement dynamique, irréversible.

(Traduction Angel ENCISO.)

La décolonisation du pétrole

L'étude qui va suivre est le fruit d'un travail collectif. Elle a été réalisée par un groupe d'économistes structuré dans le G.E.M. (groupe d'économistes marxistes). Ont notamment apporté leur contribution : Dominique Driessen, Jean Gordower, Philippe Lauwers, Jacques Nagels et Anne Drumaux, étudiante. Le G.E.M. s'est également assuré la collaboration de Marc Rayet, physicien et de Denise Salmon, juriste.

L'étude aborde dans une première partie la nature de la crise énergétique ainsi que sa place dans la crise générale du capitalisme. Sont analysés ensuite l'évolution des faits depuis 1945, les faits économiques mais aussi politiques et sociaux.

Les conséquences de la décolonisation du pétrole sont également étudiées tant du point de vue des pays en voie de développement que du point de vue du monde industrialisé. L'aspect juridique de la nationalisation fait lui aussi l'objet d'un point particulier.

Pour rédiger ce travail, les participants du G.E.M. se sont notamment appuyés sur les rapports qui ont été publiés à la suite du séminaire international consacré aux problèmes du pétrole et des matières premières qui s'est tenu à Bagdad du 1er au 4 novembre 1974. Une trentaine de pays y étaient représentés. S'y cotoyaient notamment des représentants des partis communistes d'Europe occidentale, des représentants de plusieurs pays socialistes ainsi que des personnalités irakiennes de haut rang.

Un bilan énergétique de la Belgique devait figurer dans ces Cahiers, bilan qui entre autres replace les conséquences des hausses de prix du pétrole dans le contexte général de l'inflation. Nous avons dû en ajourner la publication, faute de place.

Introduction

1. BELGIQUE : D'UN PAYS DE COCAGNE A UN ZONING D'AUSTERITE ?

La crise de l'énergie l'atteste : il y a de moins en moins de problèmes belges et de plus en plus d'aspects belges aux problèmes internationaux. Nous savions déjà que mille ondes répercutaient en Belgique la moindre perturbation ressentie à Londres, Paris, Bonn ou Washington.

Nous savons maintenant que ce qui se passe à Beyrouth, Damas, Bagdad concerne Anvers, Bruxelles, Liège.

Les bourgeoisies européennes l'ont clairement perçu. Par la voix de leurs ministres, de Giscard à Schmidt, de Aldo Moro a Wilson, de Joop Den Uyl à Tindemans, elles se sont trouvées unies autour d'un axe central : les peuples doivent supporter les conséquences de la crise. Sur ce point précis, il y a une sainte alliance des droites européennes qui articulent avec souplesse les différents niveaux de la lutte :

— niveau immédiat et directement perceptible : pression sur le pouvoir d'achat des masses et restrictions budgétaires pour les postes qui concernent la satisfaction des besoins collectifs;

— niveau à moyen terme : refus de toute réforme démocratique susceptible de porter atteinte aux grands groupes industriels et financiers;

— niveau international : resserrement des liens avec l'impérialisme américain considéré comme le garde-fou contre la volonté de changement des forces progressistes.

Le pétrole sert de soudure entre ces différents niveaux : il établit une connexion entre les 20° des locaux des ministères, la politique des revenus et la défense du monde libre. D'arme de développement au service des pays sous-développés, il se métamorphose en instrument de mystification entre les mains de la bourgeoisie monopoliste. Car pour faire accepter aux masses que la Belgique, présentée jadis comme un pays de cocagne, doive se muer aujourd'hui en zoning exemplaire d'austérité; pour substituer aux thèmes rutilants tels que « société de bien-être », « société de l'opulence », « société de consommation », « société de loisirs » assénés pendant trois décennies dans les classes des écoles, les ateliers des usines, les bureaux des ministères, les amphithéâtres des universités... des slogans acariâtres comme « austérité », « restrictions », « pénurie »; en un mot, pour faire avaler aux gens, sans trop sourciller, de telles couleuvres, il fallait frapper un grand coup et mettre en branle de gigantesques campagnes idéologiques. Le pétrole joue ici un rôle pivot. Voilà pourquoi il est utile de s'y attarder.

2. MANQUE DE RESSOURCES ENERGETIQUES OU CRISE DU CAPITALISME ?

2.1. Le volume des réserves physiques

L'humanité va-t-elle se trouver dans un proche avenir face à une pénurie catastrophique de combustible ? Le développement de l'économie mondiale va-t-il être bloqué par un manque de ressources énergétiques ? A court terme, les puits de pétrole de la planète vont-ils être à sec ?

On voudrait nous le faire croire.

Voyons cela de plus près.

Une session récente de l'Académie des Sciences de l'URSS a été consacrée à l'évaluation de la production et de la consommation des ressources énergétiques sur le plan mondial. Dans son rapport, l'académicien Vl. Kirilliov, Président du Comité d'Etat pour la Science et la Technique, a synthétisé les prévisions en ces termes : « En 1970 la consommation mondiale de toutes les ressources énergétiques (principalement de combustible chimique) a atteint 9 milliards de tonnes de combustible conventionnel. Admettons, comme cela découle des pronostics, qu'en 2000 l'humanité ait besoin de 25 milliards de tonnes de ressources énergétiques, et que ce besoin soit satisfait uniquement par le combustible chimique. Dans ce cas ses ressources récupérables suffiront pour environ 150 ans. Il faut tenir compte du fait que, selon la plupart des experts, les ressources naturelles récupérables d'uranium et de thorium surpassent sensiblement, par leur équivalence énergétique, les réserves du combustible chimique. Donc la balance réelle des combustibles de la planète est assurée pour des centaines d'années à venir. »

Il semble donc que pour l'ensemble des combustibles chimiques (charbon, pétrole, gaz) il n'y ait pas de problème réel dans les décennies à venir.

Qu'en est-il plus particulièrement du pétrole ?

En des temps non suspects, c'est-à-dire avant les conflits de 1973, le « *Oil and Gaz Journal* » estimait qu'en 1971 les réserves pétrolières existantes s'élevaient à 86.500 millions de tonnes, dont 56 % dans le monde arabe. Les réserves arabes représentent 61 années de production (86 années pour le Machrek et 36 années pour le Maghreb) contre 26 années en moyenne pour les réserves mondiales.

Il ressort des deux tableaux suivants que jusqu'en l'an 2000 au moins, le pétrole continuera à jouer un rôle majeur dans la production d'énergie.

OCDE (Europe, USA, Canada, Japon) : Evolution de la structure d'énergie (en %)

	1950	*1960*	*1968*	*1970*	*1980*
Pétrole	30,4	40,1	49,1	49,5-50,9	48,7-51,9
Gaz naturel	12,6	19,4	21,2	21,1-20,4	19,3-18,4
Charbon	54,7	37,1	26,1	25.3-24,6	20,6-18,3
Hydroélectricité	2,3	3,3	3,1	2,9	2,6
Energie nucléaire	—	0,1	0,5	1,2	8,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Consommation d'énergie primaire en l'an 2000 (en %)

	Charbon	*Pétrole*	*Gaz*	*Hydro.*	*Nucléaire*
Amérique du Nord	20	36	20	2	22
Europe Occidentale	13	48	13	3	23

De tout ceci il résulte que le problème de l'énergie ne se pose pas en *termes physiques*. Ceci ne signifie pas qu'il n'y ait pas de problèmes. Il y en a. Mais ils se posent en *termes de coût*, en *ter-*

(1) Khader, B., *Le pétrole arabe : chantage ou récupération*, Louvain, 1974, p 11.

mes de prix, à plus longue échéance en *termes de substituts au pétrole*. En bref, ils se posent en *termes économiques*.

2.2. Quelques caractéristiques de la crise actuelle du capitalisme

Il n'y a pas de crise économique mondiale. Il y a une crise du système capitaliste, qui touche principalement les pays qui traversent la phase du capitalisme monopoliste d'Etat et qui a des répercussions profondes sur toutes les économies qui se situent dans l'orbite du capitalisme. Cette crise est circonscrite dans l'espace : elle n'affecte pas le monde socialiste; elle est limitée sur le plan social : elle ne perturbe que les structures économiques capitalistes.

Ce n'est donc pas le développement des forces productives qui engendre la crise. Pour preuve : les pays socialistes où le niveau des forces productives est à l'heure actuelle le plus élevé (Union Soviétique, R.D.A., Tchécoslovaquie) se portent bien.

Les problèmes énergétiques des années 1973-1974 se sont greffés sur une situation de crise structurelle qui se manifestait notamment par deux symptômes : l'effondrement du système monétaire international et une inflation endiablée.

Le système monétaire inauguré par Bretton-Woods, et qui a fonctionné pendant une bonne vingtaine d'années sans trop d'accrocs, consacre l'incontestable et l'incontestée suprématie de l'impérialisme américain. Le dollar est assimilé à l'or.

Compte tenu du rôle pivot joué par le dollar, la balance des payements (2) des U.S.A. revêt une importance déterminante pour l'ensemble du système monétaire. Celui-ci peut fonctionner à l'aise si la balance commerciale des Etats-Unis reste nettement positive.

Or, à partir de 1967-1968 la balance commerciale faiblit; la balance des opérations courantes se détériore.

Pourquoi ? Essentiellement à cause du développement inégal des forces productives dans le monde capitaliste : concurrence des monopoles japonais et européens sur le plan mondial. Egalement à cause d'une période de dépenses extérieures qui servent à assurer aux Etats-Unis une fonction dominante : guerre du Vietnam, aides militaires...

Une fois que cette structure de la balance des payements des Etats-Unis ne peut plus être maintenue, l'ancien système monétaire international se fissure, puis s'effondre. Son effondrement consacre la fin de l'hégémonie *incontestée* — l'hégémonie demeure — des U.S.A.

Faute de système unifié, fondé sur un certain rapport de forces (économique, technique, militaire...) on ne peut, dans le cadre du capitalisme, que recourir à l'anti-système : les taux de change flottants.

L'inflation constitue une deuxième manifestation de la crise actuelle : de rampante elle est devenue trottante; de trottante, galopante.

L'explication marxiste de l'inflation est liée à ce qui se passe dans la production. Elle vise également à expliquer des phénomènes structurels, par des modifications structurelles.

---

(2) Par *balance des payements* on entend l'ensemble des transactions (en marchandises, en services, en capital, en or, etc...) entre un pays et le reste du monde; la balance commerciale ne concerne que les opérations sur biens matériels; la balance des opérations courantes a trait aux marchandises et aux services (assurance, transport, tourisme, revenus du capital, revenus du travail).

L'inflation n'est pas fille du capitalisme. Elle est caractéristique d'étapes d'évolution du capitalisme concurrentiel en capitalisme monopoliste, ils trottent lors de la consolidation du capitalisme monopoliste d'Etat, ils galopent quand le capitalisme monopoliste d'Etat présente des symptômes de crise.

On peut avancer l'hypothèse explicative suivante pour rendre compte de l'accélération des prix :

1945-67 : — hausse des prix monopolistes uniquement;
— hausse moins rapide des matières premières;
— hausse moins rapide des prix non-monopolistes.

à partir de 1967 : — continuation de la hausse des prix monopolistes;
— propagation de ces hausses aux prix non monopolistes;
— certaines hausses de matières premières.

L'inflation en soi est étrangère au développement de la machine économique et il est complètement absurde de croire qu'elle trouve sa source dans un certain stade de développement des forces productives. Les pays socialistes ne connaissent pas de processus inflationniste. En 1972, 73 et 74 les prix à la consommation sont restés constants en U.R.S.S., en R.D.A., en Tchécoslovaquie.

L'inflation est donc bien liée à des rapports de production déterminés et non pas à un stade de développement des forces productives.

2.3. La place de la crise énergétique dans la crise actuelle du capitalisme.

La crise structurelle que traverse le monde capitaliste a commencé bien avant 1973. Les années 1967-68 constituent vraisemblablement des années-charnières : premières difficultés sérieuses de la balance des payements américains, inflation préoccupante. En Belgique, l'accélération de l'inflation ressort des chiffres suivants :

1959-1962 : 1,12 % par an
1963-1967 : 4,75 % par an
1968-1972 : 5,98 par an
1973 : 7 %
1974 : 17 %

La montée en flèche d'une matière première aussi importante que le pétrole a bien évidemment eu des effets sur les pays capitalistes hautement développés qu'il serait vain de nier. Ces effets sont de trois ordres.

D'abord, l'accélération de l'inflation en 1974 est partiellement imputable à la hausse du prix du pétrole. On l'estime à quelque 4 %. Donc, en Belgique, la crise pétrolière n'est responsable que de moins d'un quart du taux d'inflation. Cette répercussion sur les prix n'est pas durable : une fois que l'augmentation des prix d'une matière première a sorti ses effets — et ceci est le cas durant l'année 1974 — elle n'est plus responsable de hausses ultérieures des prix de détail.

En deuxième lieu, de nombreux pays importateurs de pétrole, qu'ils soient hautement industrialisés ou en voie de développement, connaissent des problèmes de balances de payements puisque un des postes des importations de marchandises a très fortement aug-

menté. Les pays les plus touchés par cette hausse du prix du pétrole sont les pays du « tiers-monde » non producteurs de pétrole, le Japon et l'Europe. Cet effet est durable. En 1974, il fut particulièrement douloureux. Dans les années à venir des réajustements pourront s'opérer qui permettront de rééquilibrer les balances commerciales (restrictions de la consommation et donc des importations, hausses de prix des exportations et mesures de relance des exportations, diminution éventuelle du prix réel du pétrole,...)

En troisième lieu, la crise pétrolière accentue la dépression. On sait que l'économie capitaliste n'évolue pas de façon continue, mais de manière cyclique. L'année 1975 tombait « normalement » dans un creux du cycle conjoncturel. Pour trois raisons, la hausse du prix du pétrole renforce la dépression de 1975 :

1°) En 1974, elle a stimulé les politiques anti-inflationnistes qui influenceront encore les mécanismes économiques en 1975, c'est-à-dire à contre-temps, en approfondissant donc la récession;

2°) Des postes importants de la consommation des ménages (chauffage, achats de voitures...) sont affectés par la hausse du prix du pétrole. Dès lors, les débouchés des entreprises se rétrécissent, ce qui cause du chômage;

3°) Le taux de profit (3) des entreprises qui utilisent le pétrole comme matière première ou comme source énergétique risquent de baisser. Cette tendance a une influence négative sur les investissements ce qui diminue également le volume de l'emploi.

3. LE PETROLE COMME ARME IDEOLOGIQUE

La classe dominante doit masquer la réalité parce que le réel est révolutionnaire et s'attaque à son pouvoir et à ses privilèges. La bourgeoisie fait appel à ses intellectuels, ses experts, ses économistes, ses hauts fonctionnaires, ses professeurs d'université pour fournir une série d'explications idéologiques de la crise économique qui seront par la suite vulgarisées, amplifiées, tonitruées par les mass-média qu'elle contrôle.

Une caractéristique commune à toutes ces explications consiste à cacher soigneusement et systématiquement le lien entre la crise et les rapports de production et d'échange capitalistes. Il faut donc à tout prix éviter que le régime capitaliste en tant que tel apparaisse comme responsable de la crise. Dans cette optique deux « leitmotivs » sont avancés avec délectation.

Le premier présente la crise comme un phénomène naturel. Entendez bien : si la crise est *NATURELLE* — comme ces pluies interminables de l'automne, comme cette température clémente de l'hiver dernier, comme ces orages d'été — alors l'homme et la société n'y sont pour rien et le système capitaliste sort blanchi de l'opération.

---

(3) En économie marxiste on entend par taux de profit : $p = \frac{M}{C + V}$

où M : masse de la plus value

C : capital constant (matières premières, machines...)

V : capital variable ou masse salariale.

Toutes choses égales ailleurs, une hausse des éléments du capital constant, diminue le taux de profit.

Le second nomme les responsables de la crise : les Arabes. Choix judicieux puisqu'il met au devant de la scène un élément qui est externe au capitalisme; choix habile puisqu'il exploite une xénophobie toujours présente; au demeurant, choix belliciste parce qu'il prépare les esprits à accepter l'idée d'une éventuelle intervention armée au Moyen-Orient.

Par ailleurs, trois grandes explications idéologiques prévalent et s'entrelacent.

La première dramatise la situation à outrance. On présente la crise de façon apocalyptique : les réserves de pétrole s'épuisent et inaugurent l'ère des vaches maigres. Nous avons vu que scientifiquement cela est totalement faux. Mais qu'importe la science quand la défense du capitalisme est en jeu.

Démontons le mécanisme de cette campagne.

Le responsable de la crise est désigné : la nature. Elle fut généreuse pendant un siècle. Il y a, malheureusement, une fin à tout : des sources tarissent, des puits s'assèchent.

Pourquoi dramatiser ? La crise étant profonde — personne ne le conteste — il faut prendre des mesures draconiennes. Des mesures impopulaires, antisociales. Il faut donc mener campagne pour les faire accepter. La dramatisation est directement proportionnelle au degré d'impopularité des mesures envisagées. Voilà pourquoi il faut laisser entrevoir un monde tragique.

Une deuxième explication rend les pays producteurs de pétrole du Maghreb et du Moyen-Orient responsables de l'inflation et des désordres monétaires. Nous n'avons nullement nié que les hausses du pétrole aggravent la crise, mais avons démontré, en même temps, que les symptômes les plus caractéristiques de la crise structurelle du capitalisme monopoliste d'Etat préexistaient.

En condamnant la hausse du brut on a bien soin de taire que de 1945 à 1971 le prix affiché (4) du baril (159 litres) a baissé de 2,17 dollars à 1,79 dollars. Pendant cette période les prix des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés sont montés en flèche. Il s'ensuit que par tonne de pétrole vendu, les pays arabes pouvaient, en 1971, acheter moins de produits manufacturés aux pays industrialisés qu'en 1945. Ce phénomène, intitulé détérioration des termes de l'échange (5) a joué contre les pays en voie de développement et notamment contre les pays arabes. C'est ainsi qu'en cinq ans le prix de l'acier a triplé, le prix du ciment quadruplé, le prix des tracteurs doublé.

L'augmentation du prix du pétrole est donc justifiée. Comme l'explique G. Marchais dans le paragraphe suivant elle est à comparer à l'indexation des salaires : « Les pays producteurs se trouvaient exactement dans la même situation que les travailleurs lorsqu'on leur refuse des augmentations de salaire alors que les prix ne cessent d'augmenter. Ils ont fait ce que font les travailleurs en pareille

---

(4) Le prix affiché est le prix qui est utilisé pour calculer les impôts dûs par les compagnies pétrolières aux pays producteurs.

(5) Par termes de l'échange on entend le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation. Un exemple illustre simplement ce phénomène :
— en 1945 l'Iran pouvait acheter 2 camions en exportant 2.000 tonnes de pétrole;
— en 1971 l'Iran pouvait acheter 1 camion en exportant 2.000 tonnnes de pétrole.

circonstance. Le rapport des forces dans le monde ayant changé, ils ont imposé la satisfaction de leurs revendications : ils ont décidé de récupérer la maîtrise de leurs ressources nationales et de fixer à sa valeur réelle le prix de leur production.

C'était leur droit, et c'était légitime.

Pour autant, leur décision n'est nullement responsable de l'inflation qui sévit dans notre pays, ainsi que des autres difficultés que nous connaissons. Elle ne porte pas en elle on ne sait quelle catastrophe inévitable » (6).

Dans une troisième explication, on place deux catégories de personnes sur le banc des accusés : les Arabes et les consommateurs. A la dramatisation on associe la culpabilisation.

Dans un récent article des Cahiers Marxistes, Pierre Joye a démontré l'absurdité de cet argument : « La thèse de l'inflation par la demande a également des partisans, à commencer par le Premier ministre Tindemans, lequel estime que « l'exacerbation de la demande débouche immanquablement sur des hausses de prix » et préconise par conséquent « une prise de conscience plus aiguë de la nécessité d'une modération de la part de tous les consommateurs » (Conférence de presse, 18 septembre 1974).

Y aurait-il donc pénurie de produits ? La consomation aurait-elle augmenté de façon excessive ?

A prix constants, c'est-à-dire en volume, l'augmentation de la consommation privée a été inférieure à celle du produit national au cours des huit dernières années. Et depuis le début de 1974, les ventes du commerce de détail n'augmentent plus en volume. Les magasins regorgent de marchandises. La durée d'activité assurée de l'industrie diminue et la réduction des commandes amène de nombreuses entreprises à ralentir leur activité (7)

Dans cette explication on nous montre les deux extrémités d'une très longue chaîne : d'un côté, le puits de pétrole; de l'autre, le consommateur. On nie l'existence de tous les chaînons intermédiaires. Pour cause, ils sont capitalistes et moins on en parle, mieux cela vaut.

Attachons-nous un instant à ces intermédiaires. Si l'extraction est parfois nationalisée, le transport, le raffinage, le stockage, la distribution et la commercialisation sont aux mains de sociétés capitalistes. Ces entreprises se portent bien. De 1972 à 1973 les profits nets de Shell ont augmenté de 120 %, de B.P. de 332 %, de Gulf de 306 %, d'Esso de 60 %, et ceux de B.P. avaient presque quadruplé.

Or, jamais ces mammouths pétroliers ne sont cloués au pilori. Même plus, le ministre Oleffe, ce grand prêtre mercantile, loin de jeter ses foudres sur les profits inouïs des compagnies pétrolières, loin de dénoncer leur gaspillage en frais de publicité et de marketing, loin de s'attaquer à leurs transferts de capitaux de filiale à maison-mère qui constituent autant de pertes sèches pour l'économie belge, loin de dénoncer leur odieux chantage concernant l'épuisement des stocks... notre cher ministre s'en prend à la prétendue incapacité de la ménagère belge d'utiliser judicieusement un billet de 1.000 F.

---

(6) Marchais, G., *D'autres solutions existent*, Economie et Politique, n° 243, octobre 1974, p. 5.

(7) Joye, P., *Inflation, récession et crise du système*, Cahiers Marxistes, décembre 1974, p. 10.

Trente ans d'essor du pétrole

Depuis la deuxième guerre mondiale, parallèlement au développement rapide de l'économie mondiale, et surtout des pays industrialisés, la production et la consommation d'énergie ont connu un fantastique accroissement. Et parmi les sources d'énergie qui ont alimenté cet accroissement, la première place revient sans conteste au pétrole, qui a progressivement détrôné le charbon comme première source d'énergie. C'est ainsi que la part du pétrole dans la satisfaction des besoins mondiaux en énergie est passée de 18 % avant 1940 à 45 % en 1970, pendant que celle du charbon tombait de 75 à 35 %. Les chiffres les plus précis pour 1973 confirment la tendance : 47,7 % pour le pétrole et 30,5 % pour le charbon.

Pour mieux se représenter ce « boom » du pétrole, il est bon de raisonner en chiffres absolus par exemple, la production de pétrole s'est élevée en 1955 à 860 millions de tonnes, en 1973, elle a atteint près de 2.800 millions de tonnes, soit 3,3 fois plus. Autre exemple d'une façon générale, depuis la deuxième guerre mondiale, la consommation mondiale d'énergie a doublé tous les 14 à 15 ans, mais la consommation de pétrole a doublé, elle, tous les 8 à 9 ans, soit à un rythme presque deux fois plus rapide.

RISQUES DE PENURIE

Bien évidemment, cette consommation n'est pas uniforme de par le monde et au contraire, il y a des disparités énormes de région à région. Sans entrer dans les détails, on peut dire que les pays industrialisés, qui représentent un tiers de la population mondiale, consomment à eux seuls près des neuf dixièmes (86 %) de l'énergie d'origine pétrolière, et les USA (5,6 % de la population mondiale) en consomment près de 30 % !

Cette explosion, si l'on ose dire, du pétrole dans l'économie mondiale, pose la question des réserves pétrolières. Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur les risques d'une pénurie de pétrole, notamment à l'occasion de la « crise pétrolière » de la fin 1973. A cet égard, il faut être très clair : les réserves mondiales de pétrole ne sont pas inépuisables et il est normal de s'interroger sur l'avenir de cette source d'énergie. Néanmoins, il est tout à fait abusif de tenir, aujourd'hui, des propos alarmistes et apocalyptiques sur les ressources pétrolières, ou alors il fallait tenir les mêmes propos depuis vingt ans. En effet, si de 1955 à 1971, la production de pétrole a été multipliée par trois, dans le même temps, les réserves approuvées de ce même pétrole ont été multipliées par 3,5 de telle sorte que le nombre d'années de production couvertes par les réserves est passé de 30 en 1955 à 35 en 1971 et rien ne laisse supposer qu'il y ait eu changement significatif depuis. En été 1973, un expert de la British Petroleum Company déclarait qu'à raison d'un doublement de la consommation de pétrole tous les dix ans, mais aussi compte tenu de nouvelles découvertes de gisements (notamment en U.R.S.S.), les réserves pourraient suffire jusque vers les années 2040-2050. Comme quoi, il n'y a pas de raisons nouvelles, aujourd'hui, de prédire à brève échéance

la fin du pétrole et d'en tirer prétexte pour imposer des restrictions diverses et pour justifier les mesures d'austérité.

Autre chose encore est de dénoncer les gaspillages du pétrole et de l'énergie en général dans notre « civilisation de consommation ». Sans aucun doute, ces gaspillages sont énormes. Ainsi, un expert américain membre de la Commission pour l'énergie atomique, a déclaré à Londres, en 1972, lors d'un symposium international sur le pétrole : « Nous nous sommes autorisés à devenir des utilisateurs extrêmement inefficaces d'énergie électrique ou autre (...) Probablement l'efficacité nette de l'utilisation d'énergie aux USA se situe en-dessous de 10 % et, selon certaines autorités, dépasse à peine 5 %. »

Ces chiffres sont impressionnants. Sans doute peuvent-ils varier légèrement chez nous, mais ils doivent rester du même ordre de grandeur.

Ici aussi cependant, il faut savoir ce que l'on met en cause. S'il s'agit de clouer au pilori les monopoles de l'énergie, de dénoncer leur gestion comme étant celle du gaspillage, on ne peut qu'être d'accord. Si au contraire, c'est le « mode de vie du consommateur » qui est la cible principale, on ne peut s'empêcher de trouver qu'il s'agit là d'une idée extrêmement dangereuse, car elle se situe dans un contexte bien particulier : celui d'une politique gouvernementale d'austérité et d'économie qui, elle, ne remet pas en cause les monopoles, laisse les mains libres aux sociétés pétrolières et leur confie la direction de notre avenir énergétique dans le nucléaire ! Dans de telles conditions, on ne peut se contenter de dénoncer, sans autre forme de procès, les utilisations irrationnelles de l'énergie.

LE « TIERS-MONDE » EN LICE

Si la hausse impressionnante de la consommation du pétrole est un trait important de l'histoire pétrolière de ces trente dernières années, il en est un autre tout aussi important : les pays capitalistes développés se sont trouvés de plus en plus sous la dépendance des fournitures de pétrole brut provenant des pays en voie de développement. Ainsi, dans l'ensemble, les importations de pétrole des pays occidentaux venant du « tiers-monde » sont passées de 125 millions de tonnes en 1950 à 1.355 millions de tonnes en 1973. Pour l'année 1970, les importations de pétrole représentaient 21 % du pétrole consommé aux Etats-Unis, 96,4 % en Europe occidentale, 99,8 % au Japon. On constate que l'Europe (ainsi d'ailleurs que le Japon) a une position extrêmement fragile sur le plan de son approvisionnement en pétrole, situation d'autant plus grave que le pétrole intervient pour plus de la moitié dans sa consommation totale d'énergie (70 % pour le Japon).

Un troisième trait marquant est la place prise par les producteurs arabes dans l'approvisionnement du monde en pétrole. Les réserves de pétrole brut dans les pays arabes sont évaluées en 1973 à 56 % des réserves mondiales sûres. La production effective de pétrole brut des pays arabes s'est élevée à 988,8 millions de tonnes, soit 40 % de la production mondiale de la même année (5 % en 1948). Les pays arabes contribuent ainsi, à eux seuls, à la satisfaction des besoins mondiaux en énergie à un taux de 18 % environ.

Les principaux consommateurs de pétrole arabe sont l'Europe de l'Ouest, dont 65 % des ressources pétrolières sont fournies par le Moyen-Orient et le Japon où le taux s'élève à 85 %.

Les pays arabes occupent donc une position-clé dans la production pétrolière mondiale, mais il ne faudrait pas en conclure trop vite que cela leur confère d'office la maîtrise du marché pétrolier international. Pour une première raison : bien que les pays arabes produisent 40 % du pétrole mondial, leur capacité de raffinage n'a pas dépassé, en 1973, 10 % de leur production de brut et en outre, ils ne consomment eux-mêmes que 60 % du pétrole qu'ils raffinent. En définitive, les pays arabes consomment 6 % de leur production pétrolière et en exportent le reste essentiellement sous forme de pétrole brut, de telle sorte que l'économie de ces pays dépend en général à plus de 50 % des recettes provenant de l'exportation de leur pétrole. Cette dépendance extrême à l'égard d'une matière première brute nous permet de ranger les pays arabes parmi les pays en voie de développement et de considérer ainsi d'une manière plus relative la place qu'ils occupent sur le marché pétrolier du monde capitaliste. D'autant plus qu'un deuxième élément, tout aussi important, doit maintenant être abordé : non seulement l'économie des pays producteurs et parmi eux celle des pays arabes, dépend en grande partie du pétrole, mais de plus ils vendent leur production sur un marché dominé par le cartel des monopoles du pétrole. Ainsi, en 1973, les huit plus grandes sociétés pétrolières, Exxon, Gulf, Mobil, Standard Oil of California, Texaco, British Petroleum, Shell et la Compagnie Française des Pétroles contrôlaient 70 % des stocks de pétrole du monde capitaliste, 65 % de son extraction, 55 % des raffineries et 60 % de l'ensemble des ventes de produits pétroliers.

CONCURRENTS POUR LE CARTEL

La domination du cartel diffère cependant de ce qu'elle était aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. En effet, jusqu'en 1950, le cartel, comprenant les sept premières sociétés citées ci-dessus (1), détient un contrôle absolu sur la production des grandes régions pétrolières exportatrices, les Caraïbes et le Moyen-Orient. A cette époque, le prix du pétrole de cette dernière région est artificiellement élevé puisque la base de référence des prix internationaux est constituée par les prix du Golfe du Mexique où les coûts de production dépassent de loin ceux du Moyen-Orient. C'est le système « Gulf Plus » : pour calculer le prix de toute cargaison de pétrole en un point quelconque du globe, il suffisait de supposer qu'elle provenait du Golfe du Mexique, de se reporter aux prix du pétrole de cette région et d'y ajouter des frais de transports fictifs entre le Golfe du Mexique et le point considéré.

Cette situation était cependant momentanée et en 1947, devant certaines protestations des pays consommateurs de brut arabe, le système est assoupli : les prix du pétrole du Moyen-Orient ne sont plus rattachés à ceux du pétrole américain et doivent diminuer, mais cela n'entame pas la toute-puissance des sept « majors », qui vont

---

(1) Exxon s'appelait Esso. B.P. se dénommait A.I.O.C. (Arabian Iranian Oil Company).

d'ailleurs s'apercevoir rapidement que leur intérêt ne commande pas des prix élevés pour le pétrole du Moyen-Orient.

A partir des années 1950, le cartel va devoir subir la concurrence de plusieurs « nouveaux venus » avec l'apparition sur la scène pétrolière de sociétés dites « indépendantes » (américaines surtout) et aussi avec la création de sociétés pétrolières d'Etat telle l'E.N.I. en Italie, sous l'impulsion d'Enrico Mattei. L'action de ces nouvelles sociétés, ainsi que l'importance croissante de l'U.R.S.S. comme producteur de brut (1) va amener les sociétés de cartel à pratiquer des baisses de prix. Leur calcul est simple. En diminuant les prix du brut, les grandes sociétés de cartel découragent la concurrence des nouvelles compagnies; celles-ci ont, en effet, consenti de gros investissements en recherche et en forage et la baisse rend leur situation financière plus délicate. Mais, par ailleurs, cette action sur les prix a une deuxième conséquence, tout à fait capitale : elle rend le pétrole de plus en plus compétitif comme source d'énergie pour les pays consommateurs, et va précipiter le déclin du charbon.

Ce glissement rapide du charbon vers le pétrole est donc commandé en grande partie par les sociétés de cartel parce qu'il s'agissait, à cette époque, de dominer le marché énergétique capitaliste en augmentant leurs ventes essentiellement à l'Europe et au Japon. Faut-il penser que ceux-ci se sont empressés de fermer leurs mines de charbon, ce qui les livrait pieds et poings liés aux monopoles pétroliers ? Pas seulement à eux d'ailleurs : la dépendance de l'Europe et du Japon jouait forcément aussi vis-à-vis des pays producteurs eux-mêmes, mais cet aspect-là de la contradiction n'était pas encore dominant.

Non pas que les pays producteurs soient restés sans réactions devant la baisse du prix de leur richesse naturelle : c'est au contraire suite à ces baisses qu'en 1960 sera créée à Bagdad, en Irak, l'O.P.E.P. l'organisation des pays exportateurs de pétrole, qui comprendra la majorité des pays en voie de développement producteurs de pétrole et dont les buts avoués seront de stabiliser les prix, d'agir sur la fiscalité des compagnies et sur le contrôle de la production. Ainsi, la revendication nationale en matière de pétrole se développe. Elle se manifeste par exemple par la généralisation du partage 50-50 des bénéfices des compagnies et par la mise sur pied, chez les pays producteurs, de sociétés nationales d'exploitation du pétrole comme la SONATRACH en Algérie, en 1963, mais aussi dans d'autres pays (Vénézuéla, Iran, Irak, Koweit...).

PROFIT : O.K.

Il n'empêche. Jusqu'en 1970, le rapport des forces n'a fondamentalement pas varié et les «majors» continuent à discipliner la production et le marché. En 1970, ils contrôlent encore 30 % des exploitations mondiales de brut et 90 % de la production du Moyen-Orient. Durant toute cette période, les surprofits accaparés par les monopoles sont

---

(1) A cette époque, l'U.R.S.S. fut accusée de pratique du « dumping », c'est-à-dire de baisses artificielles pour s'imposer; comparez avec les protestations de certains s'indignant aujourd'hui de ce que l'U.R.S.S. a réajusté le prix de son pétrole sur les prix mondiaux.

énormes. Selon les chiffres de l'O.P.E.P., le taux de profit par rapport au capital investi de l'Irak Petroleum Company en Irak (de 1952 à 1963) s'est élevé à 56'6%, celui de l'Aramco en Arabie-Seoudite (1956-1960) à 61 % et pour le Consortium en Iran (1955 à 1964) à 69 %. Le taux de profit moyen au Moyen-Orient est estimé à 67 % entre 1948 et 1960. Dans les années 1960, ce taux a encore augmenté. Ainsi, les firmes américaines opérant au Moyen-Orient ont obtenu 79,2 % de profits en 1970. A titre de comparaison, dans la même année 1970, les profits sur le capital U.S. investi dans l'industrie des minerais et dans le secteur métallurgique se sont élevés, dans les pays en voie de développement, à 13,5 % et pour l'industrie manufacturière à 10,2 %.

On constate que les taux de profit des sociétés pétrolières, bien que situés déjà à un haut niveau, se sont encore accrus dans la période 1960-1970. Les sociétés de cartel ont pu surmonter la baisse du taux de profit essentiellement grâce à la rente minière massive dégagée par l'appropriation quasi absolue à un prix peu élevé des ressources pétrolières des pays en voie de développement.

En effet, cette approximation s'accompagne de l'écoulement sur une échelle importante de ces produits.

Pour ce dernier point, nous avons vu plus haut la place prise par le pétrole dans la consommation totale d'énergie. Pour ce qui est des niveaux de prix peu élevés maintenus pendant toute cette période, on peut se référer par exemple aux chiffres de la CNUCED (1). Selon ses estimations, l'indice des prix des biens importés par les principaux pays exportateurs de pétrole s'est accru de 14% de 1954 à 1970, pendant que les prix du pétrole brut du Moyen-Orient DIMINUAIENT à un taux variant de 7 à 9,5 %. Toujours selon le même organisme, les termes d'échange des pays exportateurs de pétrole se sont détériorés de 10 % entre les prix du brut U.S. et ceux du brut du Moyen-Orient est particulièrement révélatrice. Comme nous l'avons vu, les prix affichés dans le Golfe Persique étaient égaux à ceux du Golfe du Mexique vers les années 1945-1946. En 1948, le rapport entre le prix affiché d'un brut du Golfe Persique et celui d'un brut de même qualité du du Golfe U.S., s'abaissait déjà à 0,76. Avec la chute des prix affichés dans le Golfe Persique, ce rapport a continué à baisser pour atteindre en 1961 0,54.

Ces baisses ont non seulement procuré aux sociétés pétrolières la maîtrise du marché énergétique, mais elles ont aussi donné un avantage considérable à l'économie des pays consommateurs, l'Europe de l'Ouest et le Japon. Une étude récente de l'Office statistique des Communautés européennes (2) confirme d'ailleurs ce fait, puisqu'elle arrive à la conclusion que la concurrence du pétrole a eu comme aspect positif la réduction du prix de l'énergie offerte dans la Communauté européenne de 1955 à 1970.

On peut dire que le pétrole bon marché des pays sous-développés a permis la création dans les pays impérialistes d'un énorme secteur industriel, celui du traitement du pétrole et de la pétrochimie et a largement favorisé la croissance économique du monde capitaliste.

---

(1) Conférence des Nations-Unies pour la coopération et le développement.

(2) Eurostat, numéro spécial janvier 1974.

Ceci a été reconnu indirectement par les participants à la première conférence des pays consommateurs de pétrole, tenue à Washington en février 1974. Analysant la situation du marché énergétique, les ministres ont noté que durant ces trente dernières années, les progrès réalisés dans la productivité du travail et dans les niveaux de vie ont été considérablement facilités par la disposition de vastes ressources énergétiques à des prix suffisamment stables. En d'autres termes, les pays capitalistes avancés ont fondé leur prospérité sur l'usage du pétrole à bon marché provenant des pays en voie de développement dont le rôle dans la division capitaliste internationale du travail se résumait à celui de fournisseurs de cette matière première d'importance capitale.

L'ANNEE 1970

Cette situation va se renverser complètement à partir de 1970. En quatre ans, de 1970 à 1974, les pays producteurs de pétrole vont obtenir à la fois des hausses considérables des prix affichés et un contrôle beaucoup plus grand dans l'exploitation de leurs richesses naturelles. En janvier 1971, le prix affiché s'élevait à 1,8 dollar le baril de 159 litres de pétrole brut (pour une qualité de pétrole de référence d'Arabie Saoudite et intitulé Arabian Light) et procurait un revenu fiscal de 0,77 dollar le baril au pays producteur. Le 1er janvier 1974, à la suite de la conférence des six pays du Golfe Persique, membres de l'O.P.E.P., à Téhéran, le revenu fiscal s'élève à 7 dollars pour un prix affiché de 11,651 dollars le baril.

Quant à la lutte des pays exportateurs de pétrole pour exercer leur souveraineté sur leurs propres ressources pétrolières, elle a abouti à l'élimination du vieux système de concession et à l'établissement d'un contrôle sur l'extraction du pétrole, dans la plupart des pays.

Au milieu de 1974, 58 % de l'extraction dans les pays producteurs se trouvait sous contrôle gouvernemental, dont 32 % sous forme de nationalisation et 26 % par des participations aux concessions. Le rapport entre les profits des monopoles et les revenus des exportateurs au stade de l'extraction est passé de 50-50 en 1960 à 35-65 en faveur des derniers. Avec la nationalisation du pétrole vézénuélien et l'accroissement de la part gouvernementale à Abou Dabi, la part de l'extraction du pétrole contrôlée par les pays de l'O.P.E.P. s'élève vraisemblablement aux alentours de 80 % et il est à prévoir que d'ici à 1980, la plupart des pays de l'O.P.E.P. auront établi un contrôle total sur l'extraction du pétrole dans leurs Etats. Toutefois il ne s'agit pour l'instant que d'un contrôle de la production et pas des exportations, qui restent toujours sous le contrôle des sociétés du cartel. Ce fait explique les difficultés actuelles qu'éprouvent certains pays producteurs à écouler leur pétrole à des prix jugés trop élevés par les sociétés pétrolières dans une période de surplus importants de pétrole.

Incontestablement, les pays producteurs sont placés devant une série de problèmes de nature économique, technique et même politique dont la solution dépend bien sûr des mouvements nationaux de libération de ces pays, mais aussi de la capacité des forces progressistes dans les pays consommateurs à neutraliser les monopoles pétroliers.

Or noir et classes sociales

Depuis la découverte du pétrole sur leur territoire jusqu'aux années 50, l'ensemble des pays producteurs du Moyen-Orient ont été soumis à la domination du cartel. Ces sociétés exploitaient dans les pays arabes des concessions d'une durée variant entre 60 et 75 ans, portant sur la quasi totalité de leurs territoires, qui n'accordaient aux pays producteurs aucun contrôle sur les conditions d'exploitation du pétrole.

EXPLOITATION INCONTROLEE

Les sociétés étaient généralement exemptées de tout impôt et ne versaient aux pays producteurs, au titre de redevance qu'une part infime des revenus pétroliers. L'Irak, à l'époque où le pays était placé sous mandat britannique, signait avec l'*Irak Petroleum Company*, en 1925, un accord de concession couvrant 450.000 miles carrés, d'une durée de 75 ans et ne devait commencer à recevoir de redevances qu'à partir de 1931, lesquelles redevances n'atteignaient pas 10 % de la valeur du pétrole extrait.

L'*Anglo-Persian Oil Company* qui, suite à la concession de 60 ans couvrant tout le territoire iranien accordée en 1901 à William Knox d'Arcy, commence à exploiter le pétrole iranien en 1908, ne verse aucune redevance à l'Iran avant 1921.

Ainsi, pendant que le pétrole brut exporté à bon marché des pays du Moyen-Orient finançait le développement des économies occidentales, les pays producteurs étaient maintenus dans un état de sous-développement caractérisé par une économie à prédominance primaire et un bas niveau de vie de la population.

Cette exploitation de type colonial n'était possible que grâce au maintien dans les pays producteurs de structures sociales archaïques et au soutien apporté par les impérialismes français, anglais et américain à des gouvernements locaux complaisants.

C'est ainsi que le gouvernement britannique profite du démembrement de l'Empire Ottoman pour présider à la création de l'Emirat du Koweït en 1933 et obtenir aussitôt l'engagement du Cheick koweitien de n'accorder aucune concession pétrolière sans l'assentiment du gouvernement anglais. En 1915, les Britanniques obtiennent la même promesse du futur roi d'Arabie Saoudite.

Un autre exemple de l'intervention des puissances occidentales au Moyen-Orient est le rôle que joua la CIA dans le renversement du Dr Mossadegh qui avait décrété en 1951 la nationalisation du pétrole iranien.

Depuis 1950, le rapport de forces entre les sociétés du cartel et les pays producteurs a évolué. L'apparition des sociétés indépendantes américaines et des sociétés nationales européennes comme l'*ENI* (Ente nazionale idrocarbure) et l'*ERAP* (Entreprise de recherche et d'activités pétrolières), et ensuite la crise de 1970-71 donnèrent aux pays producteurs l'opportunité de conclure des contrats plus avantageux, du type des accords de partage des bénéfices 50/50, et plus récemment, les accords de participation. C'est ainsi qu'en 1972, l'ensemble des pays producteurs arabes (c'est-à-dire

non compris l'Iran) retiraient 9.280 millions de dollars comme revenus du pétrole, contre 78 millions en 1949.

Le fait que le pillage des richesses nationales des pays arabes par les grandes sociétés s'effectue moins librement qu'auparavant concrétise certainement une évolution positive du rapport de forces entre pays impérialistes et tiers monde. Mais il ne signifie pas pour autant que les revenus accrus que les Etats producteurs retirent de leur pétrole sont automatiquement consacrés au développement de ces pays.

LE ROLE DES BOURGEOISIES LOCALES

En effet, en Iran, en Arabie Saoudite et dans les émirats du Golfe persique, les revenus du pétrole servent principalement à la consolidation du pouvoir des bourgeoisies locales liées au capitalisme étranger.

Une grande partie des importations de ces pays consistent en biens de consommation de luxe destinés aux classes dirigeantes, ainsi qu'en armement ayant pour but le maintien du statu quo politique dans cette partie du monde, comme par exemple l'apport de l'Iran et de l'Arabie Saoudite à la lutte contre les maquisards du Dhofar.

Une autre part des importations est tout de même consacrée à l'achat d'équipements sociaux et industriels. A ce sujet, il faut faire une distinction entre des pays comme les émirats du golfe et l'Arabie Saoudite très peu peuplés et un pays comme l'Iran. Les premiers sont incapables d'absorber la totalité des revenus de leur pétrole. Dans ces pays se développent des économies de rentiers du pétrole. Par exemple, au Koweït, un individu est financièrement pris en charge par l'Etat depuis sa naissance jusqu'à la fin des études supérieures et les habitants bénéficient de la gratuité des services publics. Les industries installées dans ces pays sont essentiellement liées aux hydrocarbures et tournées vers l'exportation et les usines, achetées clé sur porte aux pays occidentaux fonctionnent principalement grâce à une main-d'œuvre qualifiée immigrée. Ce type de développement aboutit à des économies entièrement extraverties et dépendantes du pétrole. En 1969, les revenus pétroliers représentaient 36 % du revenu national du Koweït, et 50 % de celui de l'Arabie Saoudite.

Et enfin, les revenus non dépensés de ces pays viennent alimenter la désorganisation du marché mondial des capitaux.

Un pays comme l'Iran, au contraire, offre des possibilités de développement économique. Mais celui-ci est entièrement conçu par les dirigeants iraniens dans la logique du système capitaliste. Les dépenses d'investissement viennent renforcer le secteur privé national et international, perpétuant ainsi les inégalités sociales, de même que la dépendance économique de l'Iran vis-à-vis des grandes sociétés étrangères. L'effort de développement iranien est tourné surtout vers l'agriculture, la production de biens de consommation et les industries dépendant essentiellement de l'exportation. A ces dépenses d'investissement s'ajoutent également dans le cas de l'Iran d'importants achats d'armement et des dépenses somptuaires, tels les fastes de Persépolis.

Pour bien mettre en évidence la nature du développement choisi par ces pays, il est intéressant de s'arrêter un instant aux accords de participation conclus récemment entre ces gouvernements et les grandes sociétés pétrolières. Les Etats producteurs sont mieux associés qu'auparavant à la politique d'extraction de leurs richesses nationales, mais les sociétés pétrolières y trouvent également leur avantage.

Ainsi, les accords de New York signés en 1972 par l'Arabie Saoudite, le Koweït, Abu Dhabi et le Qatar prévoient que 51 % du pétrole extrait sur leur territoire leur reviendra seulement en 1983. Entre-temps, ces Etats auront versé une indemnité pour les installations des sociétés pétrolières, depuis longtemps amorties, auront augmenté le rythme de production pour satisfaire les besoins des pays consommateurs et se seront engagés à vendre une partie du pétrole leur revenant à des conditions avantageuses aux sociétés pétrolières.

D'une manière analogue, à la suite des accords de Téhéran de 1973, la *National Iranian Oil Company* reprend l'ensemble des installations pétrolières situées sur le sol iranien et obtient la perspective de participer à 20 % du pétrole produit en 1981. En contrepartie, elle s'engage à financer l'accroissement de la capacité de production et à fournir aux société du consortium pendant 20 ans la part leur revenant à des conditions avantageuses.

De tels accords ne servent évidemment pas le développement national de ces pays et contrastent très fortement avec la manière dont l'Irak, l'Algérie ou la Lybie s'efforcent de récupérer leurs richesses nationales et de les mettre au service de l'indépendance et du développement économique et social de leur pays.

L'IRAK ET L'ALGERIE

L'orientation progressiste de la politique de ces pays a coïncidé avec la venue au pouvoir du FLN en Algérie en 1962, après une longue lutte de libération contre le colonialisme français, du parti Baas en Irak en 1968, et avec le renversement du roi Idriss par l'armée lybienne en 1969.

Au lendemain de son indépendance, l'Algérie hérite du code saharien de 1958, très avantageux pour les sociétés pétrolières françaises. Le nouvel Etat n'a aucun moyen de contrôle sur le prix du pétrole qui sert de base à l'impôt, celui-ci étant fixé unilatéralement par les sociétés pétrolières. Ces dernières utilisent l'énorme surplus qu'elles dégagent de l'exploitation du pétrole algérien pour financer leurs investissements de transport et de commercialisation dans les pays consommateurs et la recherche de nouveaux gisements hors d'Algérie.

Conscientes de ce pillage de leur sous-sol, les autorités algériennes réagissent et obtiennent en 1965 la signature de l'accord sur les hydrocarbures qui fixe un prix de référence fiscal pour le pétrole algérien et les modalités d'une plus grande coopération française au développement industriel de l'Algérie.

Mais ces accords n'atteignent pas leur but en raison de la mauvaise volonté des sociétés pour investir en Algérie. En 1969, les

autorités algériennes demandent la révision des termes de l'accord de 65.

S'engage alors une épreuve de force entre les sociétés françaises et le gouvernement algérien : en 1969, en contradiction avec une clause de l'accord de 65, refus des sociétés de renégocier le prix de référence fiscal; fixation unilatérale par les Algériens d'un nouveau prix; en 1971, refus des sociétés de payer deux ans d'arriérés d'impôts, boycott du pétrole algérien et accords de 71 qui attribuent à la *Sonatrach*, société nationale algérienne, le contrôle majoritaire de toutes les activités pétrolières effectuées sur le sol algérien, depuis l'extraction jusqu'au raffinage et à la commercialisation.

La nationalisation du pétrole apparaît comme la seule mesure capable de rendre à l'Algérie le contrôle effectif de ses richesses nationales et de mentre en œuvre une réelle politique de développement.

La même démarche est suivie en Irak avec la nationalisation de l'*Irak Petroleum Company* en 1972, et celle des parts minoritaires américaine, hollandaise et portugaise en 1973, donnant à l'Etat irakien le contrôle d'environ 85 % de la production et de la commercialisation du pétrole irakien.

L'Irak et l'Algérie se servent de leurs richesses pétrolières dans deux buts.

Le premier est le financement de leurs plans de développement. En 1972, les hydrocarbures représentaient 80 % des exportations algériennes et 35 % des ressources de l'Etat. Pour l'Irak, ils représentaient 90 % environ de ses exportations et 85 à 90 % des recettes du plan d'investissement. Ces revenus ont financé environ 40 % de la formation de capital de l'Algérie.

Les ressources pétrolières rendent possible un énorme effort d'investissement de l'ordre de 40 % du Produit intérieur brut de l'Algérie. Au cours de chacun de ses deux plans 1969-73 et 74-77, le montant annuel d'investissement algérien doit être multiplié par trois. Quant à l'Irak, il est prévu que son montant d'investissement croisse annuellement de 30 % dans les cinq prochaines années.

En même temps que le pétrole est utilisé au financement du développement national, l'Algérie et l'Irak veillent à rendre progressivement leurs économies indépendantes des revenus du pétrole. Ainsi, de 1963 à 72, la contribution des hydrocarbures (pétrole + gaz) au PIB algérien a cru de 29,4 %, tandis que celle de l'ensemble des autres industries a augmenté de 41,9 %. De 69 à 72, le taux de croissance global de l'économie algérienne était de 6,3 % contre 4 % pour la production pétrolière. Quant à l'Irak, il pousse la recherche dans le domaine des nouvelles formes d'énergie, notamment nucléaire et solaire.

Ces pays s'assurent ainsi des chances, contrairement aux économies de rentiers des émirats arabes et de l'Arabie Saoudite, de passer sans problèmes le cap de l'équipement des réserves pétrolières ou de la concurrence de nouvelles formes d'énergie.

Le deuxième but poursuivi par l'Algérie et l'Irak est d'utiliser les richesses ainsi récupérées comme base du développement d'une économie nationale indépendante de l'étranger. Depuis la mise en

œuvre du premier plan impératif 1969-72, l'option de l'Algérie pour la création prioritaire d'une industrie lourde exploitant le pétrole et le minerai de fer national est claire. Entre 70 et 73, plus de 50 % des investissements algériens ont été consacrés à l'industrie, dont les 4/5 à l'industrie lourde. Grâce à ce choix, non seulement l'Algérie assure son indépendance quant à l'approvisionnement de son industrie, mais également, elle crée des pôles de développement modernes entraînant une multiplication des échanges nationaux intersectoriels. Ainsi la Société Nationale de Sidérurgie fournit à la *Sonatrach* les conduites nécessaires au transport des hydrocarbures et alimente les industries mécaniques construisant les tracteurs et l'outillage utiles à la modernisation de l'agriculture. Tandis que la *Sonatrach* approvisionne en énergie à un coût inférieur aux prix mondiaux le secteur agricole et l'ensemble des industries algériennes, leur donnant ainsi un net avantage sur les marchés internationaux.

Les produits de la *Sonatrach* servent également à alimenter une industrie pétrochimique moderne, notamment la fabrication d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

En Irak, la production actuelle des raffineries, de l'ordre de 13 millions de tonnes par an devrait être portée à 23 millions en 1980.

L'effort de développement entrepris par l'Algérie et l'Irak s'accompagne d'un réel progrès social. Au cours des deux premiers plans algériens, de 69 à 1977, 750.000 emplois non agricoles auront été créés. Avec la construction des « villages socialistes » les autorités algériennes comptent améliorer les conditions de vie à la campagne et freiner l'aflux des populations paysannes vers les villes. Un grand effort est fait dans le domaine de l'éducation. Au cours du premier plan, entre 25 et 30 % du budget de l'Etat, soit 11 % du PIB (contre la moyenne mondiale de 3 à 4 %), y auront été consacrés. Le nombre d'étudiants algériens qui atteignait seulement le millier en 1962 est passé à 40.000 en 1973. De 62 à 70, les effectifs de l'enseignement primaire et technique avaient été multipliés par deux, ceux du secondaire par quatre, et ceux de l'enseignement supérieur par cinq.

En Irak, en 1972, un peu plus de 7 % du revenu national ont été consacrés à l'éducation nationale, et 12 % environ aux services de santé.

Cette orientation progressiste des politiques algérienne et irakienne n'ont pas été sans se heurter à la résistance des classes privilégiées locales qui auraient certainement préféré un développement faisant sa place au secteur privé. La venue au pouvoir du parti Baas en Irak est l'aboutissement d'une longue lutte entre forces progressistes et réactionnaires irakiennes qui a plus ou moins paralysé le pays pendant une dizaine d'années.

En Algérie, en 1969, de nombreuses options progressistes furent remises en cause, jusqu'au sein du gouvernement. Ce fut le cas de la priorité accordée au secteur public et à l'industrie lourde; ce fut celui également du secteur autogéré agricole et de la réforme agraire. En même temps, on assistait à une relance des investissements des sociétés étrangères et à un resserement des liens avec la France. On avait pu craindre à cette époque que le secteur public, notamment les entreprises nationales comme la *Sonatrach* ne ser-

vent surtout à la rentabilisation des capitaux privés locaux et étrangers. Mais les options des deux plans impératifs semblent avoir définitivement écarté ce danger.

Aujourd'hui, ces deux pays s'avancent résolument dans la voie de leur indépendance économique et du progrès social.

Conséquences pour les pays en voie de développement

Lorsqu'on parle de pétrole et de pays en voie de développement, il convient d'établir la distinction entre pays producteurs et pays non-producteurs. Et cela, non pas parce que leurs intérêts sont forcément divergents, mais bien parce que les problèmes qui se posent à eux sont différents.

LES PRODUCTEURS DE PETROLE

Ces dernières années, les pays producteurs ont vu leurs ressources provenant du pétrole augmenter considérablement. Les liquidités du Koweit par exemple, ont doublé en l'espace de cinq mois en 1974 (1). Celles de l'Iran ont passé de 1,2 milliards en janvier 1974 à 3,8 milliards de dollars en mai de la même année (2). D'autres pays, l'Irak par exemple, ont également vu leurs ressources augmenter pendant la même période. Il existe donc pour les pays producteurs la possibilité d'utiliser des ressources supplémentaires au service du développement. Suivant des calculs établis par des experts de l'OPEP, compte tenu de la population prévue des pays producteurs en l'an 2000, une croissance économique annuelle de 6 à 7 % est nécessaire pour provoquer une augmentation du niveau de vie qui le rapprocherait du niveau de vie des pays occidentaux développés.

Les pays producteurs ne doivent cependant pas perdre de vue un facteur primordial s'ils veulent assurer un tel développement : les ressources du pétrole sont temporaires en ce sens que le pétrole est une source d'énergie non renouvelable.

Ceci signifie que les ressources provenant du pétrole doivent être utilisées pour impulser une croissance économique à relativement court terme (c'est-à-dire à peu près en l'espace d'une génération) afin de conquérir l'indépendance économique et de parvenir à une indépendance vis-à-vis du pétrole lui-même, comme source de financement. C'est fondamental car même sans les ressources du pétrole, les pays producteurs seront alors capables de continuer à assurer leur développement.

Il faut cependant se garder de croire que la présente abondance de pétrole garantisse automatiquement pour ces pays une croissance au service du développement.

Réaliser une croissance de ce type suppose plusieurs conditions:

1) la volonté même des gouvernements de la réaliser. Comparons l'Irak et l'Iran. L'Irak affecte actuellement 80 % des revenus du

(1) Source : FMI.

(2) Discours du président El-Bakr au séminaire de Bagdad.

pétrole à son plan de développement. Pour le plan de développement suivant, on prévoit d'ores et déjà un volume d'investissements supérieur à 5.000 millions de dinars (1) (à prix constants 73).

En ce qui concerne l'Iran, on ne peut en dire autant. Une grosse partie des importations iraniennes sont des importations de biens de consommation de luxe destinés à l'usage des classes privilégiées.

Le secteur privé local et étranger est omniprésent et omnipotent. Un autre type d'importation qui intéresse particulièrement l'Iran, ce sont les armes. Pour l'année 1974-1975, la somme de 2.500 millions de dollars est prévue pour l'achat d'armes.

2) La seconde condition est que les pays producteurs soient maîtres de leurs ressources économiques. Or, l'indépendance économique passe par la suppression des intermédiaires, donc par la nationalisation. Il faut qu'ils assument la prospection, l'exploitation et la vente du pétrole sous peine d'être à nouveau à la merci des grosses compagnies.

Pour réaliser cette croissance, quelles sont les possibilités d'investissement qui se présentent aux pays producteurs ?

Bon nombre de changements de structure sont nécessaires, notamment dans le domaine alimentaire. En effet, la plupart des pays arabes doivent importer de la nourriture. Il leur sera nécessaire de réduire cette dépendance surtout si la population continue à augmenter. Voilà donc un secteur qui, à court terme, exigera beaucoup d'investissements et ce non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais aussi dans celui de la gestion des eaux (irrigation, eau potable, etc...).

Le secteur du fuel et de l'énergie est lui-même une aire d'investissement. A cet égard, un effort particulier doit être fait pour que le pétrole ne soit plus exporté à l'état brut (ou quasi) mais plutôt sous une forme traitée, c'est-à-dire raffinée. Ceci est aussi valable pour toutes les autres matières premières. Actuellement, 80 % du pétrole arabe passe par les grosses compagnies pétrolières sous une forme non raffinée et la capacité de raffinage de ces pays par rapport au reste du monde n'est que de 5 %.

Pour que des pays deviennent capables d'exporter des produits traités, la nationalisation des ressources naturelles et minières est nécessaire. Il est évident que les grosses compagnies tiennent à leurs privilèges et ne veulent pas voir ceux-ci disparaître. Ce qui est valable pour le pétrole l'est aussi pour les autres matières premières. L'Egypte et l'Algérie ont nationalisé leurs mines de minerai de fer et ce sont les deux seuls pays parmi les pays arabes qui exportent le fer sous une forme élaborée à partir de leurs propres usines sidérurgiques.

D'autre part, au niveau de l'énergie au sens large, il faut que ces pays ne se fondent pas entièrement sur le pétrole, puisqu'il n'est pas inépuisable. Ils ont réellement intérêt à convertir leur production d'énergie par exemple, vers le domaine hydraulique, du moins pour les pays africains.

L'Afrique possède en effet les plus grandes réserves d'eau du monde, et celles-ci ne sont utilisées qu'à 5 %, alors qu'en Europe le

taux d'utilisation approche les 100 %. Les pays producteurs pourraient ainsi continuer à exporter leur pétrole tout en assurant la fonction énergétique de leur économie par l'eau, l'énergie solaire, la force marémotrice ou l'énergie nucléaire. Après avoir réalisé l'indépendance de leur économie vis-à-vis du pétrole comme source de revenu, les pays arabes doivent se libérer du pétrole comme source énergétique. On voit donc que les domaines d'investissements ne manquent pas aux pays producteurs, d'autant plus et nous allons le voir, que la liste va encore s'allonger.

LES PAYS NON PRODUCTEURS DE PETROLE

Sans aucun doute les prix élevés du pétrole sont très lourds pour la balance commerciale des pays en voie de développement non producteurs. Voici en illustration ce que certains pays ont payé et auront à payer pour leur pétrole en millions de dollars.

	1973	1975
Inde	415	1.630
Kenya	40	140
Ghana	25	85

A ce stade, les pays producteurs peuvent jouer un rôle non négligeable dans le développement et le financement des secteurs énergétiques et autres des pays non producteurs. Notons en passant que ces derniers ont intérêt à se tourner dès que possible vers d'autres sources énergétiques que le pétrole.

Les pays de l'OPEP — ou au moins certains d'entre eux — sont conscients des nouvelles possibilités historiques qui leur sont offertes à savoir l'aide réelle au développement. Des contrats du type de ceux qu'établissent entre eux certains pays africains pourraient servir de modèle pour les contrats entre pays producteurs et non producteurs. Ainsi, par exemple, dans le cadre de l'union douanière des pays d'Afrique centrale, le Gabon et le Cameroun exploitent ensemble une usine de raffinage de pétrole. Des formes d'aide directe ont été envisagées. Un fond spécial pour aider les pays en voie de développement a été créé. Cependant, ce type d'aide consistant à vendre à des prix réduits le pétrole a été contrecarré jusqu'à présent par les grandes compagnies pétrolières. Tout le monde garde à l'esprit les thèses des pays capitalistes selon lesquelles les pays arabes n'auraient pas suffisamment de possibilités d'investir (nous avons vu que c'est faux) et qu'il leur resterait donc une seule possibilité : déposer leurs capitaux dans les banques occidentales, capitaux que les pays capitalistes seraient alors à même de recycler vers les pays en voie de développement... Ici on croit rêver, ce serait oublier pourquoi les pays en voie de développement en sont où ils sont et pourquoi ils rencontrent tant de difficultés à en sortir.

Cependant le danger ne vient pas seulement des pays occidentaux. Des pays tels que l'Iran ou l'Arabie Saoudite peuvent se faire les représentants et les acteurs du néo-impérialisme dans les pays en voie de développement.

UNE VICTOIRE DES FORCES PROGRESSISTES

Il n'est pas rare d'entendre dire que si les augmentations du prix du pétrole ont servi les intérêts des pays arabes, elles ont aussi servi les intérêts des grosses compagnies pétrolières et des

USA. Cette assimilation masque certaines réalités. D'abord les ressources supplémentaires provenant de la hausse du prix du pétrole ont permis et permettent à des pays tels que l'Irak et l'Algérie d'assurer leur développement économique. C'est donc une victoire des forces progressistes qui a valeur d'exemple pour d'autres pays en voie de développement.

Par ailleurs, l'OPEP rassemble en son sein des pays fort différents, par exemple l'Irak et l'Iran — l'Iran qui n'a aucune envie de se brouiller avec ses amis américains. C'est ce qui explique l'attitude du gouvernement de Téhéran qui a tenté à plusieurs reprises, par son extrême modération, de « tirer la charrette en arrière ». N'est-il pas évident que si les intérêts des pays de l'OPEP et des USA avaient été en tous points concordants, ces manœuvres iraniennes n'auraient eu aucun sens, aucune raison d'être ?

De plus, des pays comme l'Iran et l'Arabie Saoudite — étant donné un certain nombre de circonstances et surtout un rapport de forces déterminé — ont contribué malgré eux à la victoire des pays progressistes de l'OPEP.

Ajoutons enfin que cette crise a clairement mis en lumière dans nos pays les agissements des compagnies pétrolières. Le parallèle entre la lutte des pays arabes progressistes et celle des forces progressistes en Occident a acquis une relief et une crédibilité qu'il n'avait pas dans l'opinion publique; ici et là, ce sont au premier chef les compagnies pétrolières qui sont visées.

RELATIONS AVEC LES PAYS SOCIALISTES

Dans le même ordre d'idées, les liens avec les pays socialistes peuvent être sans aucun doute très fructueux. Depuis longtemps les pays socialistes aident les pays arabes à acquérir leur indépendance nationale et la libre disposition de leurs ressources naturelles. Un des plus beaux exemples en est le développement de l'indépendance économique de l'Irak en matière d'énergie.

La nationalisation est donc, répétons-le, une arme très efficace pour l'accession à l'indépendance économique. D'autant plus que la collaboration avec les pays socialistes ne peut se concevoir que dans un tel cadre. Ainsi c'est après la nationalisation des mines de fer en Egypte qu'une aide technique soviétique en matière de prospection a pu être mise sur pied. En plus d'une aide technique et d'une source de financement, cette collaboration est un facteur de diversification important des relations économiques des pays producteurs. Ce qui sans nul doute est un facteur crucial pour leur balance commerciale.

Des contrats semblables à ceux que passent entre eux les pays socialistes sont à envisager avec les pays arabes. En effet, dans le cadre du COMECON, les pays socialistes concluent entre eux des contrats de cinq ans, ce qui leur permet de coordonner leur plan de développement à long terme, assurant ainsi l'équilibre et une croissance économique bien répartie.

Le droit à la nationalisation

L'Etat qui nationalise ses ressources pétrolières a choisi la technique la plus appropriée pour exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles maîtriser et contrôler son pétrole.

La nationalisation est en effet une technique d'appropriation par le secteur public des moyens de production. Tout en recouvrant une certaine autonomie de son économie, elle permet à l'Etat de bénéficier de ses richesses naturelles pour les mettre au service du développement économique, social, culturel de son peuple, elle lui permet aussi de fixer le prix du pétrole à sa valeur réelle.

Mesure radicale qui porte atteinte aux intérêts considérables des entreprises pétrolières, elle soulève dans nos pays la colère de ces entreprises qui mettent tout en œuvre pour décourager les nationalisations ou tout au moins empêcher qu'elles ne produisent quelqu'effet bénéfique.

La nationalisation est pourtant une mesure tout à fait licite. C'est un **droit** pour tout Etat d'exercer sa souveraineté permanente sur ses ressources naturelles, et il a le choix des moyens (1) pour prendre le contrôle efficace de celles-ci.

Si le droit de nationaliser est reconnu dans son principe, ses effets peuvent être considérablement compromis par la question de l'indemnisation.

Existe-t-il une règle de droit international obligeant l'Etat qui nationalise à payer une indemnité ? Certainement pas dans le cadre de l'exercice de la souveraineté sur ses ressources naturelles.

Une résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962 de l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît aux Etats le droit de procéder à des mesures de nationalisations fondées. Ce droit est assorti de l'obligation de payer une indemnité adéquate. Qu'entend-on par indemnité adéquate ?

Pour l'URSS et la plupart des pays en voie de développement. il suffit que l'indemnité soit conforme au droit interne du pays qui prend les mesures. Attitude parfaitement en harmonie avec la portée économique de la nationalisation.

Pour les Etats-Unis, par contre, l'indemnité adéquate signifie le paiement d'une juste compensation en conformité avec le droit international. Or il n'existe aucune règle de droit international qui fasse l'unanimité sur cette question. Ce qui existe, c'est le droit international américain qui n'est obligatoire que pour ceux qui l'acceptent et nos pays en sont.

Toutefois, sous l'impulsion de la pratique des pays en voie de développement et des Etats socialistes, la règle de 1962 a évolué de manière telle que d'une part la nationalisation ne doit plus être fondée et d'autre part, l'Etat qui prend ces mesures domine la question de l'indemnisation, c'est lui qui décide tant de son prin-

---

(1) Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique International, Res. 3201 (S.-VI) de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, 1er mai 1974. Comme autres moyens, citons le transfert à ses nationaux (zaïrisation, marocanisation) la participation qui le plus souvent ne garantit pas une autonomie de l'économie.

cipe que de ses modalités éventuelles ; en cas de contestation ses tribunaux sont compétents et son droit applicable (2).

Ces nouvelles règles viennent d'être formulées par la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (3), texte de codification qui pour 120 Etats sur 136 votes exprimés renferme les règles qu'ils appliquent en cas de nationalisation des ressources naturelles.

Contrairement à ce que voudraient faire croire les Etats capitalistes, ces textes consacrent largement la pratique et non des positions radicales telles que le refus de principe de toute indemnité ou même le paiement à titre de sanction d'une indemnité par l'entreprise nationalisée. Elle laisse la possibilité de régler cette question au mieux de leurs intérêts réciproques.

Les seize Etats les plus riches, en montrant leur volonté d'empêcher une récupération légale du pétrole des pays en voie de développement par la nationalisation montrent leur volonté de maintenir des structures économiques inégales et injustes pour les peuples de pays producteurs comme ceux des pays consommateurs.

Vers un nouveau type de relations internationales

La division internationale du travail entre pays développés et pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine repose depuis des siècles — exactement depuis la fin du XVe siècle et la première moitié du XVIe siècle — sur l'exploitation des pays colonisés d'abord, néo-colonisés ensuite. Cette exploitation résulte d'échanges commerciaux entre des produits manufacturés exportés vers les colonies et vendus à des prix élevés et des matières premières et produits agricoles exportés vers les pays développés et vendus à vil prix. Ce type d'échanges implique une immixtion dans les affaires des pays sous-développés : immixtion politique et économique directe lors de la colonisation, intervention indirecte lors du néocolonialisme par le biais de sociétés multinationales avec l'appui des latifundiaires indigènes et de certaines fractions de la bourgeoisie nationale.

UN SYMPTOME REVELATEUR

Ni les relations économiques entre pays socialistes qui ont créé une enclave d'échanges équitables et mutuellement avantageux au sein du marché mondial, ni la décolonisation politique qui a ébranlé tout le « Tiers-Monde » après la deuxième guerre mondiale n'ont modifié en profondeur cette séculaire division internationale du travail. Seule une décolonisation économique qui rend les pays sous-développés maîtres de leurs ressources naturelles et responsables des

(2) Article 2, « 2 Chaque Etat a le droit : ... » c) de nationaliser, d'exproprier ou de transférer la priorité des biens étrangers, auquel cas il devrait verser une indemnité adéquate compte tenu de ses lois et règlements et de toutes les circonstances qu'il juge pertinents. Dans tous les cas où la question de l'indemnité donne lieu à différend, celui-ci sera réglé conformément à la législation interne de l'Etat qui prend des mesures de nationalisation et par les tribunaux de cet Etat, à moins que tous les Etats intéressés ne conviennent librement de rechercher d'autres moyens pacifiques »...

(3) Res. 3281 (XXIX) 12 décembre 1974.

choix de politique économique permettra une réelle indépendance vis-à-vis des impératifs du marché mondial.

Dans un monde où le capitalisme traverse une période de crise générale, où les pays socialistes acquièrent un poids de plus en plus grand dans l'ensemble des échanges internationaux et où le rapport de forces sur le plan mondial évolue en faveur de toutes les composantes des forces progressistes, la hausse du prix du pétrole prend toute sa signification. Elle constitue en même temps le symptôme révélateur de la mise en cause de l'ancienne division internationale du travail et le signe annonciateur d'une réforme structurelle de l'ensemble des relations économiques d'une réforme.

Deux préalables doivent être rencontrés dans les pays du « Tiers Monde » pour casser les reins à l'ordre économique international existant. En premier lieu, ces pays doivent jouir du droit inconditionnel de contrôler leurs propres ressources et de les mobiliser au service de leur développement national. En second lieu, les conditions politiques et économiques doivent être remplies pour qu'ils puissent refuser toute ingérence de la part des monopoles multinationaux ou des gouvernements étrangers dans le processus du développement.

LES FONDEMENTS D'UN NOUVEL ORDRE

A ce moment-là, et dans la mesure où de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine participent à cette transformation qualitative des rapports économiques sur le plan mondial, un nouvel ordre économique international pourra se construire. Le colloque de novembre 1974 à Bagdad a développé quatre de ces fondements. Nous les résumons brièvement.

« 1. — Il faut négocier des accords internationaux concernant les matières premières, les produits agricoles et les produits manufacturiés afin d'obtenir des prix plus équitables et plus stables. Les fluctuations de prix constituent un facteur d'instabilité économique que de tels contrats, signés sous l'égide des Nations Unies par exemple, pourraient atténuer.

2. — Il faut instaurer une coopération directe entre producteurs et consommateurs en vue d'éliminer le rôle des intermédiaires économiques, en l'occurrence les monopoles multinationaux.

3. — Il faut élargir la coopération entre pays en voie de développement producteurs de pétrole et pays en voie de développement non producteurs de pétrole pour transférer aux non-producteurs une partie des nouveaux revenus du pétrole. Ainsi l'augmentation du prix du pétrole pourra aider au développement de tout le « tiers-monde ».

4. — Il faut approfondir les relations économiques entre pays socialistes et pays en voie de développement. Cette forme de coopération qui s'appuye sur la réciprocité d'intérêts, inclut l'aide technologique et scientifique. Celle-ci peut connaître un nouvel essor grâce au niveau de développement atteint par les pays socialistes les plus avancés. »

UNE AUTRE LOGIQUE QUE CELLE DU PROFIT

L'ordre économique international instauré par le mercantilisme au XVIe siècle se fondait sur une logique : la logique du profit. Le

nouvel ordre économique international qu'il faut construire repose sur une autre logique : la logique de la satisfaction des besoins des hommes. Remplacer l'ancienne logique par cette nouvelle logique est la tâche historique des prochaines décennies. Aux aléas, aux soubresauts et aux iniquités du marché mondial, il faut substituer de vastes accords internationaux mutuellement avantageux pour les peuples en voie de développement et pour les peuples des pays industrialisés. Quand la « main invisible » de l'économiste écossais du XVIIIe siècle, A. Smith, aura été remplacée comme régulateur économique par la volonté de l'homme, à ce moment-là, on entrera dans une ère nouvelle des relations économiques internationales. Ce n'est pas pour demain. Certes. D'innombrables luttes anti-impérialistes devront encore être menées à bien. Des échecs partiels et des revers temporaires parsèmeront cette route escarpée. Mais la voie est tracée et la hausse du prix du pétrole a joué un rôle de détonateur et de prise de conscience dans tous les pays en développement. Elle a démontré qu'il était possible de se soustraire aux « diktats » du marché mondial et que les gigantesques monopoles multinationaux ont également des pieds d'argile : ce qui avant 1973 semblait un rêve utopiste, est devenu aujourd'hui une perspective de combat.

DIMENSION NOUVELLE DE LA LUTTE DES CLASSES

La crise pétrolière a eu des effets différents selon les pays. Elle a accentué les contradictions interimpérialistes. Elle a donné une ampleur nouvelle à la lutte des classes au sein des pays capitalistes.

Pour deux raisons, les Etats-Unis ont été moins touchés que les autres pays industriels. D'abord, ils sont également producteurs de pétrole et, de ce fait, ils en importent relativement moins. En 1973, les importations représentaient 36 % de leur consommation totale. En 1985, « le concours de l'accélération du pétrole comme source d'énergie devrait ramener le pourcentage à environ 20 % » (1). En outre, la ventilation géographique de leurs importations est beaucoup plus grande que celle des autres puissances industrielles capitalistes, ce qui leur assure une moins grande dépendance vis-à-vis d'un pays, ou d'un groupe de pays. (Importations du pétrole en provenance du Canada : 31 %; des pays arabes : 23 %; Négéria : 14 %; Vénézuéla : 10 %.... En second lieu, les principales compagnies pétrolières étant américaines, on a calculé que plus ou moins 80 % des produits de toutes les sociétés pétrolières sont rapatriées aux Etats-Unis. Puisque ces profits ont plus que doublé depuis 1973, cela allège considérablement la balance de payements américaine.

Le Japon et l'Europe occidentale ont été le plus accablés par la hausse du prix du pétrole. En premier lieu parce qu'ils ne disposent pas de ressources pétrolières. Ensuite, parce qu'ils ont eu la légèreté (2) d'axer leur politique énergétique sur un bien qu'ils ne possèdent pas.

---

(1) Bulletin de la Société Générale de Banque, janvier 1975, page 1.

(2) Cette légèreté n'est pas fatale. Elle a été dictée par les compagnies pétrolières qui ont voulu éliminer un bien-substitut, en l'occurrence le charbon. Les pays socialistes, qui possèdent pourtant d'importantes ressources en pétrole, ont continué l'exploitation du charbon sur une grande échelle.

Avant la crise pétrolière certains pays d'Europe connaissaient déjà des difficultés de balance des payements : principalement l'Italie, la Grande-Bretagne et la France. Etant plus vulnérables, ces pays-là ont plus durement ressenti que d'autres (R.F.A., Benelux) les effets de la crise.

En outre, dans tous les pays capitalistes industrialisés, la bourgeoisie monopoliste a tenté de répercuter les difficultés auxquelles elle était confrontée sur la classe ouvrière. Celle-ci, étant partout à l'offensive, a riposté avec vigueur. La crise pétrolière a donc donné une dimension nouvelle à la lutte de classe en l'amplifiant et en liant une politique de réformes de structure antimonopoliste sur le plan national à une politique étrangère indépendante.

Sur le plan de l'impérialisme au niveau mondial la crise pétrolière a confirmé une tendance qui se faisait jour depuis quelques années et qui renforçait relativement la position des Etats-Unis. Après la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. disposaient d'une suprématie incontestée. Dans les années 1960, le Japon et l'Europe ont repris du poil de la bête jusqu'à mettre en péril l'équilibre de la balance commerciale américaine, ce qui montre avec éclat que la compétitivité des Etats-Unis sur le marché mondial était entamée. Grâce à une politique étrangère offensive et à une politique économique appropriée, à cause de l'exacerbation des contradictions intercapitalistes entre les différents pays du Marché commun, les Etats-Unis ont, au départ des années 1970, réaffirmé leur position de leadership sur le plan mondial. La crise pétrolière qui a eu une influence plus négative sur les rivaux de l'impérialisme américain que sur sa propre économie a renforcé cette tendance.

Qu'on y prenne garde : ceci ne nous ramène absolument pas dans une situation similaire à l'après-guerre. Deux motifs l'expliquent. L'hégémonie américaine après la guerre, face à des concurrents très affaiblis (la R.F.A. et le Japon), était dix fois plus nette qu'aujourd'hui. De surcroît, elle se situait dans un cadre international où le « camp socialiste » était certes puissant, mais beaucoup moins qu'aujourd'hui. En dernier lieu, les pays du « tiers-monde » étaient encore colonisés et ne constituaient pas une force politique.

La suprématie des Etats-Unis partiellement « retrouvée » à la faveur de la crise pétrolière n'est par conséquent pas comparable à l'hégémonie incontestée de l'après-guerre. Elle est ternie par un rapport sur l'arène internationale qui évolue en faveur des forces progressistes.

Une rencontre-débat sur le dossier

Décolonisation du pétrole

aura lieu avec les lecteurs des CM

JEUDI 24 AVRIL A 20 H.

au siège de la Fondation J. Jacquemotte, 18-20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

Conclusions

La partie diplomatique et économique qui se déroule actuellement est probablement l'une des plus importantes pour l'ensemble des pays en voie de développement.

Depuis fort longtemps, les esprits les plus éclairés, et même les milieux proches du pouvoir, évoquent le problème de la détérioration des termes de l'échange. La valeur réelle des matières premières exportées par le tiers monde est constamment amputée par l'augmentation implacable du prix des produits et des biens d'équipement importés qui sont seuls capables d'assurer la croissance économique et le progrès social. C'est tellement vrai que certains n'ont pas hésité, en parlant des pays en voie de développement, à dénoncer la dérision d'une telle dénomination qui pourrait utilement être remplacée par celle de pays en voie de sous-développement.

Les responsabilités de cette détérioration sont clairement établies. C'est la loi d'airain du capitalisme international qui conduit des centaines de millions d'hommes à vivre dans le plus grand dénuement. C'est la force aveugle de la loi du profit qui asservit tous ceux à qui il est interdit d'accéder à la dignité d'homme parce qu'ils ne sont pas du côté des puissants et des bien organisés. C'est conscients de cette injustice criante que, malgré leurs faiblesses, les peuples du tiers monde sont parvenus à arracher leur indépendance politique. Après des luttes d'une ampleur considérable que rien, même pas les armées les plus orgueilleuses, n'a pu empêcher, le tiers monde a mis fin à l'ère coloniale. Après avoir été administrés depuis Bruxelles, Paris ou Londres, exploités par les groupes financiers des empires industriels du monde capitaliste, les pays du tiers monde ont repris le pouvoir politique en mains, ont abordé l'ère de l'indépendance.

Dans le même temps, le lancinant problème du prix des matières premières conditionnait la réussite du développement des pays nouvellement libérés. Pendant des années, les conférences internationales se succédèrent. Multilatérales ou bilatérales, empreintes de cérémonial ou ayant seulement le caractère de groupe de travail, aucune de ces réunions ne parvint à déboucher sur des résultats sérieux. Le sous-développement n'appartenait pas encore au passé.

Devant cette impuissance, une seule action réellement discordante, la naissance et le fougueux développement de l'organisation des pays exportateurs de pétrole. Conscients de leur spoliation par les compagnies pétrolières, les premiers coups de cette organisation leur furent portés. Le combat fut mené sans relâche et qui aujourd'hui pourrait nier les progrès accomplis ?

Les pays exportateurs de pétrole avaient compris que l'indépendance politique n'était rien sans la maîtrise des ressources nationales. Cette maîtrise passait par l'éviction des conseils d'administration parasites qui constituent l'entrave la plus sérieuse au développement harmonieux et équilibré.

Mais cela n'était pas suffisant, il ne suffisait pas d'éliminer les intérêts des compagnies pétrolières en accroissant d'abord les

royalties, en décidant ensuite souverainement du rythme de la production. Il fallait également ajuster le prix du pétrole à un niveau compatible avec l'évolution du prix des importations en provenance des pays industrialisés et notamment avec celles des importations indispensables au développement. C'était sortir la théorie de la détérioration des termes de l'échange des cercles universitaires et la transformer en fait politique concret.

Ce fut un douloureux réveil. Habitué à décider seul et à écraser tout ce qui le menace, l'impérialisme se voyait frappé dans ses forces vitales, le ressort de l'exploitation était cassé. Le voleur affirma qu'il avait été volé, cria qu'il était soumis au plus odieux des chantages. Il alla même jusqu'à menacer de représailles, et tandis que les états-majors préparaient des plans d'invasion, les représentants politiques de l'impérialisme soufflaient le chaud et le froid. Mais l'opération eût été hasardeuse. Et si quelques charges de dynamite faisaient sauter les puits de pétrole ? Et la réaction du camp socialiste ? Et l'opinion publique internationale ? Habitué à mesurer les risques, l'impérialisme effectua rapidement une courbe rentrante.

Le pétrole voit enfin sa valeur plus justement appréciée, les pays exportateurs vont pouvoir se sortir du sous-développement. Un nouvel ordre économique international va peut-être s'installer. Aux opérations de charité, aux opérations 11.11.11 allait se substituer un véritable transfert de ressources et de technique.

Le bouleversement dans l'attitude d'un groupe de pays exploitant des matières premières a une valeur exemplaire universelle. Et c'est un des autres acquis de leur combat. D'autres pays suivront dans cette voie car elle est la seule juste et la seule permettant de sortir du sous-développement. D'ailleurs, plusieurs pays exportateurs de pétrole réunis au sein de l'OPEP sont à ce point conscients de leurs responsabilités et des intérêts des pays du tiers monde qui ne disposent pas de ressources pétrolières qu'ils militent avec détermination pour la liaison constante de l'appréciation des produits pétroliers à celle de l'ensemble des matières premières. Cette liaison permettrait d'asseoir une alliance solide, car fondée sur des intérêts communs évidents et sur des objectifs de justice élémentaire.

Quant aux nouvelles ressources dégagées par l'appréciation des produits pétroliers, elles doivent servir les buts du développement. Fonds spéciaux en faveur des pays frères dans la misère, sous-développés mais non producteurs de pétrole, programmes d'assistance alimentaire mettant en place des structures agricoles et d'élevage permettant de lutter radicalement contre la famine et la malnutrition. Pour les pays producteurs de pétrole eux-mêmes, l'investissement productif, la fin de l'état de misère. Pour les pays industrialisés de nombreux marchés pour l'exportation de biens d'équipement, de produits chimiques, d'usines, etc...

Pour l'impérialisme, c'est une bataille qui est perdue, mais la guerre n'est pas terminée pour autant. L'effet de surprise passé, les pays capitalistes développés sous la direction agissante des Etats-Unis ont mis au point des plans de défense en vue de barrer la route au développement, d'écraser ceux qui avaient osé se rebeller. Il s'agit pour eux de récupérer d'une manière ou d'une autre ce qu'il a fallu concéder aux exportateurs de pétrole. Et la meilleure façon de le faire c'est d'étouffer les programmes de développement mis

en route par les pays membres de l'OPEP en diminuant les achats pétroliers. Cette restriction des approvisionnements a pour but de faire courber l'échine à ceux qui avaient osé braver la toute-puissance capitaliste. Toujours mettre en difficultés et entraver le progrès, telle est la réalité quotidienne du capitalisme.

C'est dans ce but qu'a été créée l'Agence internationale de l'énergie. Cette agence qui regroupe les pays capitalistes industrialisés — la France exceptée — sous la bannière étoilée tente de saper l'unité des pays de l'OPEP en mettant leur équilibre financier extérieur en difficulté. Diminuer la consommation de pétrole et donc faire pression sur les prix pour contrer la juste lutte des pays du tiers monde, voilà le but avoué de l'Agence. Mais il y a plus, car l'empire des compagnies pétrolières empêchées de poursuivre leur activité d'autant, devra s'étendre maintenant à ces nouvelles formes d'énergie. Le formidable investissement que nécessite une pareille transformation ne peut se faire que si des ressources financières suffisantes sont dégagées. D'où l'idée d'un prix-plancher pour la vente des produits pétroliers. Devant la grogne des pays membres de l'Agence mais non aussi riches en pétrole que les Etats-Unis, la notion de prix-plancher sera peut-être remplacée par celle de filet de sécurité, mais l'idée demeure.

Au lieu de coopérer avec les producteurs de pétrole, on entretient donc les formes de lutte les plus brutales. Qui plus est, par le jeu de la baisse du dollar, même à production égale, les ressources que les pays de l'OPEP dégagent de la vente de leurs produits pétroliers se trouvent à nouveau amputées. Cette situation pose de nouveaux problèmes à l'OPEP, elle conduira sans nul doute à de nouveaux affrontements.

Le monde change et la nature des relations économiques internationales doit s'établir sur de nouvelles bases, mais l'ancien ordre n'est pas encore écroulé. Les violences qu'il exerce ne sont pas encore celles de la bête touchée à mort. Ce coup mortel sera celui que les peuples des pays capitalistes industrialisés devront porter eux-mêmes pour se libérer en libérant l'humanité.

Dans cette lutte contre les compagnies pétrolières multinationales, le dénominateur commun entre les peuples de tous les pays c'est le contrôle de toutes les formes d'énergie par la collectivité.

La nationalisaton du secteur de l'énergie — point cardinal du programme du parti communiste — s'inscrit tout naturellement dans cette ligne. Dégagés des intérêts étroits et égoïstes des compagnies pétrolières, les peuples pourraient substituer la coopération à la confrontation, planifier leur futur en fonction de leur intérêt mutuel et dans la paix.

MICHEL GODARD

Urbanisme et politique

réflexions sur un débat des « C. M. »

Le débat publié dans le précédent numéro des Cahiers sur « Luttes urbaines et lutte politique » ne pouvait éclairer également tous les aspects d'un sujet à la fois aussi quotidien pour chacun de nous qu'il paraît relever de l'évidence, et aussi essentiellement politique, visant au plus profond de la vie sociale. Aussi la présente note complémentaire a-t-elle une ambition historique et théorique et devrait-elle contribuer à la compréhension des thèses et arguments développés par les différents participants.

LA VILLE, FANTOME INDEFINISSABLE

Bien des géographes et des sociologues se sont épuisés à tenter de définir « la Ville » en combinant des critères plus ou moins administratifs et statistiques de densité de population et de nombre d'habitants. En vain. Qu'y a-t-il en effet de commun entre une petite localité de 5.000 habitants au milieu des Ardennes et une commune approximativement semblable quantitativement de la banlieue de Liège, Bruxelles ou Charleroi. Et s'il faut définir une échelle maniable, comment tenir compte de plusieurs critères à la fois. Si bien que les recherches (et les travaux empiriques) furent orientés vers le qualitatif et la sociologie : Ville versus Campagne, l'urbanité serait un **mode de vie.** Et de constater bientôt que la campagne est aujourd'hui profondément urbanisée, car bien des gens de la « campagne » travaillent à la « ville », y trouvent des loisirs, y font des achats ; que la télé et les journaux s'imposent à peu près également. Et d'apercevoir par ailleurs que tous les « urbains » n'ont pas le même mode de vie, qu'il y a des urbanités bourgeoises et populaires (1).

Au chercheur bredouille la conclusion s'impose : la ville n'est pas un objet définissable pour les sciences humaines. Ce n'est pas un concept scientifique. Par contre, d'autant que la ville apparaît comme référence, comme thème et personnage, le discours multiple sur l'urbain doit être lui l'objet possible d'une étude scientifique.

---

(1) Les principaux éléments de cette analyse sont présentés dans REMY, J. et VOYE, L., **La ville et l'urbanisation,** Gembloux, 1974

Les auteurs ne tirent pas la conclusion qui est proposée ci-dessous (voir C.M. - mai 74).Un des aspects trsès importants de leur analyse concerne la pensée mécaniste et métaphorique qui traduit naïvement « mélange spatial des fonctions » = « animation vitale, organique » et « séparation spatiale » = « mort, désarticulation sociale ».

Le premier pas est de montrer la portée idéologique des entreprises qui prennent l'urbain comme élément de base (non défini) de leur projet. Dans tous les cas il s'agit de tabler sur une évidence spatio-temporelle plus ou moins chargée d'histoire, ou même sur une pure intuition — bref, « ne dites pas que vous ne savez pas ce que c'est qu'une ville » — pour donner une base incontestable, et un masque neutre, factuel à leur propos.

La sociologie urbaine (américaine surtout) a ainsi fait de la ville le lieu de la « culture de masse » : la culture urbaine définit la ville, et la ville donne à la culture son caractère urbain. Malpensant celui qui, brisant cette plate tautologie, voudrait suggérer que les concentrations de population du XXe siècle réputées urbaines et la culture dite de masse et ses sous-cultures sont caractéristiques du système capitaliste arrivé à un certain stade de développement et de contradictions.

Avec le cœur à gauche, et se réclamant du marxisme, le philosophe français Lefebvre et ses disciples ont une démarche analogue dans son principe, qui d'une étude de la quotidienneté les conduit à annoncer la révolution « urbaine » : plutôt qu'une analyse marxiste des phénomènes urbains, c'est une sorte d'urbanisation de la problématique marxiste qui est construite sur un fondement idéaliste et mythologique, l'Urbain (2).

Dans un deuxième temps, et d'autant que la référence à un âge d'or médiéval de la Cité est restée fort banale et vulgaire, il importe de préciser en quoi la ville **a été** effectivement un objet réel définissable aujourd'hui pour les sciences humaines.

L'opposition ville/campagne a en effet eu en Europe occidentale une signification précise, économique, politique, sociale et culturelle au Moyen Age, grossièrement autour des 12e et 13e siècles. Au cours de cette période de quelques centaines d'années qui sépare le Moyen Age strictement rural de l'avènement du capitalisme marchand (approximativement fin 14e et 15e siècles — la Renaissance), les villes, désignées matériellement par leurs enceintes, ont été l'instrument du développement d'une classe nouvelle qui se distingue de la classe dominante traditionnelle féodale et tend à partager le pouvoir avec elle. La ville est alors à la fois appartenance juridique et sociale au statut de bourg-eois, appartenance économique au système de production production artisanal et marchand, appartenance culturelle au christianisme rationaliste de Thomas d'Aquin et des cathédrales. Contre la campagne où dominent encore l'ordre féodal et le servage, le mode de production agricole de subsistance, le christianisme augustinien, le mysticisme païen et les abbayes (3).

On cherche d'ailleurs en vain un moment zéro propice à la classification là où il y a processus dialectique d'une contradiction où non pas « la ville » mais bien le capitalisme marchand devient progressivement dominant à la campagne.

Et si pendant longtemps l'identification ville-capitalisme marchand a pu garder quelqu'apparence de signification pour les petits-bourgeois des villes marginaux par rapport au mode de production dominant, aujourd'hui, c'est la domination du capitalisme industriel arrivé à un stade monopoliste, sur la campagne **et** sur la ville qui fait problème pour tous. Il faut souligner toutefois que la référence à un âge d'or médiéval (artisanal, corporatiste, communautaire, gothique, urbain...) n'est pas une invention toute neuve, mais bien, depuis le milieu du 19e siècle avec des variations de détail, une des constantes majeures de la réaction petite-bourgeoise au développement capitaliste qui tend à éliminer artisans et boutiquiers.

---

(2) Cette critique qui met dos à dos les idéalismes sociologiques et marxisants est l'apport le plus solide de l'ouvrage difficile mais fondamental de CASTELLS, M., **La question urbaine**, Paris, 1973.

(3) Pour l'étude du Moyen Age, on peut lire : LE GOFF, J., **Marchands et banquiers du M.A.**, Paris, 1969 (Poche) ; **Les intellectuels au Moyen Age**, Paris, 1957 (Poche) ; **La civilisation de l'occident médiéval**, Paris, 1974 — PANOVSKY, E., **Architecture gothique et pensée scolastique**, trad., Paris, 1967.

L'URBANISME, PRATIQUE SPECIFIQUE DU CAPITALISME INDUSTRIEL DEVELOPPE

Bien que le mot lui-même n'apparaisse qu'au début du 20e siècle, on est facilement enclin à croire que l'urbanisme a toujours existé puisqu'il y a toujours eu des villes — des agglomérations de constructions — à aménager, puisque le plan des villes a toujours été en quelque façon la projection au sol des sociétés. Belle évidence qui place les pieds des humains par terre. Mais encore il faut se demander si la manière de projection au sol a toujours été pareille, plus généralement, si la relation des collectivités à leur espace a pu changer et comment, à mesure des évolutions et révolutions des modes de production, de l'histoire de ces collectivités.

A un premier niveau d'analyse, il faut noter que la perception contemporaine mesure et distingue temps-espace-vitesse à la fois et recourt pour cela à un système d'hypothèses complexe et hautement abstrait (la vitesse de la lumière, le 40.000e d'un méridien, le moment zéro, etc).. Le développement scientifique qui est à la base de ce mode de perception est récent, quelques siècles au plus, et mal compris en profondeur, mal assimilé par la majorité de la population qui en fait un usage empirique. Par exemple quantité de gens ne savent pas bien lire une carte. A quoi il faut opposer le système de perception-organisation de l'espace, par exemple dans la société rurale traditionnelle d'Europe : le « journal » y est à la fois une durée, un espace et un travail, la quantité de terre labourée en une journée par une personne. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une mesure, et la convention sociale, d'une abstraction moins complexe qu'aujourd'hui, est comprise et vécue par tous (4).

A un deuxième niveau, plus spécifique, il faut distinguer au moins les sociétés sans urbanisme. Ce sont des sociétés sans urbanistes, sans réflexion spécifique sur l'aménagement de l'espace. Ainsi des sociétés primitives, de la société médiévale également, dans lesquelles l'organisation spatiale est la traduction **immédiate** (non-médiatisée par une technique et des règles particulières) de l'organisation sociale, dans lesquelles l'économie et la culture des collectivités marquent totalement l'espace de leurs règles propres connues et vécues par tous (et imposées absolument). Autant dire que cet espace nous est à jamais inaccessible dans sa spécificité totalitaire : seuls l'historien et le maître de carnaval peuvent nous y conduire.

Pour ce qui concerne notre expérience moderne, l'élément essentiel est le développement de discours **savants** qui prennent la ville comme objet et recourent à des techniques propres : dessin et texte-commentaire critique (5). Ce furent d'abord les discours de la Renaissance qui introduirent une dimension proprement esthétique et la rationalité géométrique de la perspective dans un espace désigné pour la parade des princes. Ce furent ensuite les discours utopiques — quelques-uns après la Renaissance, les plus importants aux 19e et 20e siècles qui présentèrent des modèles sociaux de cité. Enfin ce furent les discours à prétention plus fréquemment scientifique des technocrates de l'urbanisme au service d'une rationalité économique (celle du capital) et de son corollaire fonctionnel et technologique. L'articulation historique entre ces discours et les problèmes réels — économiques, sociaux et techniques — auxquels ils réfèrent plus ou moins

---

(4) Il faut insister (avec Morazt) sur le synchronisme historique des mutations opérées par la révolution bourgeoise au début du 19e siècle : système métrique — Code civil — partage des communaux.

Des approches épistémologiques sont développées de manière accessible dans : BACHELARD, G., Textes choisis par D. Lecourt, Paris, 1971 (Poche) ; WHORF, B.L., **Linguistique et anthropologie**, trad., Paris, 1969 (Poche).

(5) La signification globale de cette approche moderne est bien rendue par le concept anglo-saxon « design » : dessin-dessein-désignation. Le concept « discours » utilisé ici est emprunté aux linguistes et aux anthropologues et a une signification aussi générale, non limitée donc au discours verbal.

Pour l'analyse théorique générale, consulter l'indispensable CHOAY, F., **Urbanisme, utopies et réalités**, Paris, 1965.

étroitement est par ailleurs très importante, mais il suffit ici de définir le niveau épistémologique général : il s'agit de discours **savants,** qui désignent la ville comme **objet** spécifique.

Cette expérience contemporaine se déploie tout entière dans le champ de l'idéologie évoqué plus haut : l'expérience de chacun est marquée par des projets qui utilisent l'urbain comme masque ou fourre-tout de leur propos. Au plus près de nous, que l'utopie soit conservatrice et passéiste (purement réactionnaire, retour au Moyen Age) ou qu'elle soit progressiste et moderniste (nouveaux espaces, nouvelle société), elle oppose une image d'ordre — idyllique, désirable, et mythologique — à la réalité qui est proclamée désordre. Et de fleurir la métaphore médicale : « La Ville » est un corps malade, cancer proliférant, cloaque mal contenu, son cœur est éventré, ses artères mal irriguées, son poumon vert est trop petit, etc. Et la maladie est immorale, évidemment.

Les socialismes pré-scientifiques et réformistes et les christianismes sociaux (protestant et anglais d'abord, catholiques plus tard) ont été les principaux vecteurs de ces courants utopistes qui ont trouvé un public privilégié en milieu petit-bourgeois et parmi l'aristocratie ouvrière dans la mesure exacte où l'utopie est refus de l'ordre réel et de la praxis : la cité industrielle n'est pas désordre, elle est expression de **l'ordre capitaliste** qu'il faut comprendre et sur lequel il faut agir. Dans cette perspective, ni Marx, ni Engels, ni Lénine plus tard, ne présenteront de modèle. Il n'y a pas de modèle pour la société socialiste, il n'y en a pas non plus pour la ville socialiste. Le marxisme est une théorie de la praxis. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas, mieux ce qui impose, de reconnaître à certaines utopies valeur de symptôme d'une prise de conscience, et valeur de potentiel d'une analyse critique à venir.

On notera encore que les utopies ont eu leurs modes et ont échangé leurs références culturelles. Après les grands travaux de type haussmannien qui ont remodelé la plupart des grandes villes européennes dans le dernier quart du 19e siècle (ex. Anspach et les boulevards centraux à Bruxelles), la mode fut plutôt au passéisme. Mais il y eut des passéistes politiquement progressistes — un William Morris en Angleterre — et d'autres assez réactionnaires — notre bon Charles Buls à Bruxelles, qui sauva la Grand'Place, par exemple. Et quand plus tard les modernistes furent à l'avant-garde, ils furent persécutés par les nazis et honorés par Mussolini, et leur grande école du Bauhaus se partagea en 1926 entre businessmen qui s'établiront finalement aux Etats-Unis (Gropius, Mies Van der Rohe & Cº) et révolutionnaires qui partiront un peu plus tard en URSS pour participer à la construction du socialisme (Hannes Meyer, Stam, May).

Si plus récemment, en gros depuis les années 1950 aux USA, la mode est plutôt anti-moderniste, sinon carrément rétro, la morale de cette histoire chaotique ne devrait pas échapper : non seulement il n'y a pas de canon esthétique qui soit socialiste, mais encore le rêve démiurgique des architectes-urbanistes transformant la maison et l'espace urbain pour changer l'homme et la société se révèle sans efficacité (6). La question est bien alors d'inclure la pratique des urbanistes dans la lutte révolutionnaire. C'est affaire de lucidité et de sens critique pour les praticiens qui sont d'ordinaire pressentis comme idéologues et modistes au service de la classe dominante. C'est aussi affaire de stratégie pour la classe ouvrière et ses organisations dès lors que sous le label « qualité de la vie », la consommation et les investissements collectifs sont devenus plus que jamais à la fois des éléments essentiels du fonctionnement économique et une sphère obligée d'intervention de l'Etat (7).

---

(6) Voir la note (1) et également, étude de cas : KOPP, A., **Ville et révolution,** Paris, 1967 (édité en format « poche » récemment).

(7) Pour le cas belge, voir l'esquisse d'analyse publiée dans « Le petit bâtisseur », nos 11 et 12 : GODARD, M., **Un espace pour l'action syndicale : changer les villes.** (Ce bulletin d'information réalisé par des militants de la fédération de Bruxelles du PCB peut être obtenu 17, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles. Participation aux frais selon enthousiasme personnel).

Revues

La Nouvelle Critique

N° 81 — février 1975

L'excellente livraison que voici !

Signalons un compte-rendu critique de l'ouvrage de l'helléniste marxiste anglais George Thomson, dont la traduction française des « Premiers philosophes » a paru aux Editions Sociales. Pour G. Thomson, l'apparition de la monnaie aurait fourni un outil conceptuel favorisant l'abstraction, la pensée spéculative, la naissance de la philosophie, qui n'apparaît plus — dès lors — comme un miracle. Mais tout en reconnaissant l'importance d'une explication matérialiste, Yvon Garlan trouve l'argumentation trop mécaniste et trop peu étayée historiquement.

Claude Prévost nous emmène à sa suite en un « itinéraire culturel » en RDA. Mais il nous prévient : nous savons que les phénomènes culturels sont liés au développement politique, social et économique... aussi avons-nous demandé à aller voir, également, un peu du côté de l'infrastructure. Dans les coopératives et les entreprises, au syndicat, dans les maisons d'édition. Retenons aussi une visite à l'école des écrivains, établissement qui à certains, chez nous, paraît impensable (mais les académies de dessin, mais les conservatoires de musique ?) Une soirée aussi chez Christa Wolf. Etc. ... Passionnant !

Victor Perlo analyse la crise du capitalisme monopoliste d'Etat aux Etats-Unis.

Jacques Texier, à propos de la parution du premier volume des Ecrits politiques de Gramsci, à la N.R.F., dénonce une fois de plus la vaste opération politique de « maquillage » dont l'introduction de R. Paris est un des temps forts. En gros, il s'agit de figer la pensée de Gramsci à une période de sa vie, de l'opposer à Togliatti, de jouer sur cette « scission » ainsi CREEE contre le PCI, et enfin d'opposer celui-ci au reste du mouvement communiste international. On devine la somme de mauvaise foi et les « ficelles historiques » nécessaires à une telle opération montée par les « iguanodons de l'historiographie. » Malhonnêteté aussi, puisqu'on joue sur l'ignorance des conditions politiques et historiques vécues dans leur développement par Gramsci, Togliatti et tout le PCI. (1)

Le gros morceau de ce numéro est un débat sur la littérature soviétique (une trentaine de pages) auquel participent notamment Léon Robel, Claude Frioux, Blanche Grinbaum, Alexis Berelovitch. Le débat est étayé par la présentation parallèle de documents : textes de Gorki, Lénine, résolutions, statuts d'organisations, programmes scolaires, etc.

Ce premier débat esquisse une histoire de la littérature soviétique, recherche — dans un passé qui n'a pas été sans contrastes — des racines de certains aspects essentiels de l'actualité. Un deuxième

(1) Pour rappel, à cet égard, l'article de Pierre Joye, paru dans les Cahiers marxistes de septembre 1974, et intitulé « Gramsci aujourd'hui ».

débat portera sur l'état actuel de la littérature soviétique, à travers son fonctionnement concret, ses œuvres, ses formes spécifiques.

Nous tenterons une synthèse des deux après la parution du deuxième.

Alain DAWANCE

Europe

N° 547-548 — NAZIM HIKMET

Avant un numéro consacré à Erckmann-Chatrian et deux autres (à paraître) consacrés aux différents futurismes (et dont nous parlerons bien sûr), voici un beau numéro centré sur l'écrivain turc Nazim Hikmet. Poète surtout et écrivain dramatique. Son « Nuage amoureux » représenté en Belgique, l'année dernière, fut une révélation pour beaucoup. Quant au poète, dès 1936, Aragon le publiait dans la revue **Commune** dans des traductions revues par lui. Aragon, qui fut aussi à l'origine des campagnes en faveur de sa libération, nous rappelle combien « la grandeur de l'homme, chez lui, n'était pas moindre que celle du poète. »

Nazim Hikmet en 1933 est en prison, à Brousse. Le procureur demande sa condamnation à mort. En 1934, il sera condamné à cinq ans, mais libéré en 1936 à la faveur d'une amnistie générale. En 1938, à la suite d'un complot ourdi contre lui, (voir **Lettres à sa femme** dans ce même numéro), il est à nouveau condamné à quinze ans, et en 1939, après la mort d'Ataturk, recondamné à 20 ans ! Et Nazim Hikmet d'écrire :

« Etre captif, là n'est pas la [question
Il s'agit de ne pas se rendre, [voilà. »

Il écrit également : « Je me suis à aimer l'univers comme on aime une femme » et « Qui n'aime pas son propre pays et les travailleurs de son pays, est incapable d'aimer le monde entier et les travailleurs de ce monde... Et qui ne sait pas aimer ne peut s'occuper de littérature ou de peinture ou d'architecture. »

Dans « Paysage de Nazim Hikmet », Charles Dobzynski affirme avec raison que son chant est d'un des plus grands poètes de notre siècle, qu'il appartient à cette pléiade éblouissante et fraternelle, où voisinent Maïakovski et Rafael Alberti, Yannis Ritsos et Pablo Neruda, que Hikmet rencontra en 1953, l'année où il fut lauréat du Prix de la Paix, trois ans après sa libération au terme d'une grève de la faim soutenue par une vigoureuse campagne internationale.

Mais ce chant, ajoute Charles Dobzynski, tous assurément ne l'ont pas entendu. D'où l'intérêt de ce numéro d'**Europe**, qui contient une vingtaine d'articles, deux débats, un cahier de photos, des œuvres du poète ainsi qu'une chronologie.

Signalons que l'édition la plus complète des œuvres de Nazim Hikmet, en turc, a été publiée... en Bulgarie. Et que les lecteurs français grâce aux Editeurs Français Réunis et à Maspéro, peuvent trouver des œuvres de celui qui, en Turquie (et ailleurs), est symbole d'héroïsme et de dignité, face à la répression.

Alain DAWANCE

Dans les prochains numéros :

— L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME, REALITE OU MYSTIFICATION ?
par Marthe Van de Meulebroecke

— LE FEMINISME D'ISABELLE BLUME

— SUD-EST ASIATIQUE :
POUR QUI SONNE LE GLAS ?
par Denise Salmon, Madeleine Jacquemotte et François Houtart

— CHANSON, FOLKLORE ET POLITIQUE :
une table-ronde avec notamment Claude Flagel, Bernard Debroux, Daniel Mignolet, B. Hennebert

ABONNEZ-VOUS AUX CAHIERS MARXISTES

(dix livraisons par an)

400 F (200 F pour les « moins de 25 ans »)
à virer au C.C.P. 00-0188745-80
de la Fondation Joseph Jacquemotte
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F